Journal 14-21 octobre 2020.qxp_HO 10/14/20 3:10 AM Page 1

ENGLISH PAGES : 7,11,14,15 11,12

Kreyòl : Paj 6

HAITI OBSERVATEUR

Lè manke gid, pèp la gaye !

Fondé à New York, cet hebdomadaire est édité par la société Haïti-Observateur Group, Inc.
www.haiti-observateur.ca
Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, NY 11435-6235
Tél. (718) 812-2820
haiti_observateur@yahoo.com
New York: $1,00
Partout ailleurs : 1,50 $
Haïti: 20 gourdes
Tél. (718) 812-2820

VOL. L, No. 40 ***New York*** *: Tel : (718) 812-2820;* • ***Montréal*** *(514) 321-6434;* • ***Port-au-Prince****: (011 509) 223-0785* • *Paris (33-1)43-63-28-10* ***14-21 octobre 2020***

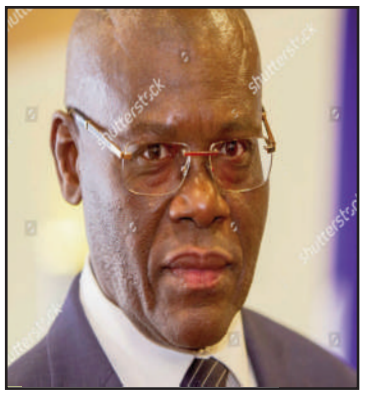
LES PRIORITÉS DU RÉGIME MOÏSE-JOUTH MAL PLACÉES

Plus de 6 mois de salaires dus aux Corps diplomatique

Promesse d'augmenter les effectifs de l'Armée à plus de 3 000 hommes

Le phénomène d'arriérés de salaires dus au personnel de l'administration publique, qui apparaît périodiquement, vient de se déclarer, encore une fois, dans le Corps diplomatique. Privés de leurs salaires, durant de longues périodes de temps, les diplomates et agents consulaires, ainsi que les personnes affectées aux ambassades et consulats (contractuels) sont dans l'attente de leurs émoluments, dont certains jusqu'à six mois. Une

Jovenel Moïse, privé des moyens économiques de sa politique..



Joseph Jouthe, une carrière suspendue à un fil.

situation qui fait l'objet d'une grogne latente dans les installations diplomatiques et consulaires d'Haïti.

On apprend qu'après des mois d'arriérés de salaires dus aux représentants du gouvernement haïtien à l'étranger, des paiements ont été effectués, il y a à peine deux semaines, laissant l'État haïtien devoir encore quatre mois et six mois à ces personnels, selon le cas.

Selon une source interne, digne de foi, les arriérés de salaire n'ont pas été payés, de manière uniforme, à tout le personnel. Car certains ont reçu des paiements totalisant trois mois, d'autres

Suite en page 2

LES STATIONS D'ESSENCE ENTRENT EN GRÈVE

L'État haïtien brandit l'annulation des licences

Les propriétaires ne se laissent pas intimider

Le ministre du Commerce et d e l'Industrie Jonas Coffy.

Le ministre des Finances Michel Patrick Boisvert.

Par Léo Joseph

Une partie de bras de fer vient de s'ouvrir entre l'État haïtien et les propriétaires de stations d'essence. Ces derniers n'ont pas donné dans le panneau, par rapport à cette menace, ayant décidé de défendre leurs intérêts, jusqu'à la dernière cartouche. C'est, en tout cas, les propos qui ont été lancés par un de ces hommes d'affaires souhaitant ne pas s'identifier, car ne voulant pas avoir sur le dos aucun de ses

Suite en page 8

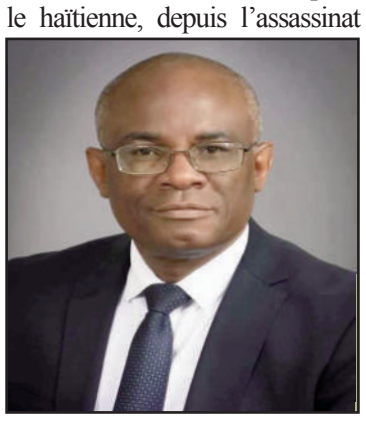
INSÉCURITÉ ET TERRORISME D'ÉTAT

Les assassins ont le vent dans le dos

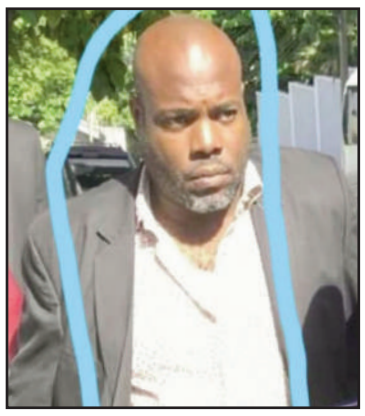
Avertissement aux potentielles victimes des hommes de main du Palais national

Par Léo Joseph

Les rumeurs circulant à la capitale haïtienne, depuis l'assassinat du bâtonnier de l'Ordre des avocats de Port-au-Prince, Me Monferrier Dorval, faisant état du projet d'assassinats de personnalités jugées encombrantes par le pouvoir, et que certains acceptaient avec un grain de sel, se confirment. L'assassinat du responsable de la sécurité rapprochée du sénateur Youri Latortue constitue un avertissement non équivoque par rapport à l'intention de la gent au pouvoir de lâcher leurs assassins sur la population.



Me Monferrier Dorval, ses présumés assassins en prison... et les commanditaires du crime ?



La tictime Eric Diogène

En effet, Élias Éric Diogène, qui venait de laisser le quartier général du Parti Ayiti Ann Aksyon (AAA), du sénateur Latortue, situé à Delmas 64, à la capitale haïtienne, et s'apprêtait à s'-introduire dans son véhicule, a été criblé de balles. Selon des

Suite en page 4

HAPPENINGS!

Haitian Elections decried at home and by powerful international voices spell trouble

Nathalie Broadhurst, French Assistant Permanent Representative to the Security Council of the U.N.

U.S. Ambassador to Haiti Michel Sison.

President Jovenel Moïse has caught an election fever that may be symptomatic of a virus that, untreated, may prove deadly. For the so-called doctors called upon to help manage his political health don't seem to have the expertise to do the job. And warnings from some important sectors about a major catastrophe in the making should not be taken lightly.

Since he assumed power on

Continued to page 7

Journal 14-21 octobre 2020.qxp_HO 10/14/20 3:10 AM Page 2

LES PRIORITÉS DU RÉGIME MOÏSE-JOUTH MAL PLACÉES

Plus de 6 mois de salaires dus aux Corps diplomatique

Promesse d'augmenter les effectifs de l'Armée à plus de 3 000 hommes

Suite de la page 1

quatre mois. De telle sorte que le gouvernement Moïse-Jouthe reste devoir trois mois d'arriérés d'émoluments à une portion et six mois à d'autres.

À noter que le dernier versement, qui vient d'être effectué, il y a à peine deux semaines ou trois, marquait déjà quatre et six mois qu'ils n'avaient pas été payés. D'aucuns ont même laissé entendre que le personnel diplomatique et consulaire d'Haïti n'avait pas reçu leurs salaires depuis la création du gouvernement dirigé par Joseph Jouthe.

Des diplomates et agents consulaires traités en parents pauvres

Des sources proches de la Chancellerie haïtienne ont expliqué que certains employés du Corps diplomatique et consulaire bénéficient d'un traitement préférentiel, ayant la possibilité de recevoir leurs salaires plus régulièrement que d'autres. Bien que tous soient soumis au « *régime d'arriérés de salaires* ».

En effet, on explique, à ce propos, que le personnel diplomatique et consulaire qui dépend du ministère de l'Intérieur et des Collectivités territoriales (MICT) reçoit son salaire plus régulièrement et est soumis à un régime d'arriérés de salaires moins rigoureux. Autant dire, là où les employés di MICT reçoivent cinq mois de salaires, ceux qui dépendent de la Chancellerie en touchent seulement trois.

Pourtant, une autre source du Ministère des Affaires étrangères, qui connaît le fonctionnement de cette institution, a expliqué que son personnel affecté aux ambassades et consulats travaillent davantage que leurs collègues relevant du MICT. Car responsables de la livraison des passeports, ces agents consulaires génèrent plus de USD 5 et 6 millions $ l'an. Une performance, encore selon cette source, que le MICT ne peut égaler.

Tentative d'amadouer le Corps diplomatique et consulaire par le chancelier

Assurément, la grogne provoquée au sein du personnel diplomatique et consulaire, bien que

Claude Joseph, ministre des Affairs étrangères d'Haïti.

celui-ci évite d'afficher ouvertement son mécontentement et son insatisfaction, par rapport au gouvernement, met le chancelier Claude Joseph en porte-à-faux, s'ingéniant, même au risque d'amadouer les officiels basés à l'étranger, dans le but de les apaiser.

En effet, M. Joseph a jugé utile et opportun d'informer les agents diplomatiques et consulaires « *de l'importance du Budget 2029-2921*».

Dans une note adressée aux chefs de mission, rédigée en langage approprié, le chancelier haïtien explique au personnel en poste à l'étranger, qu'il tente d'expliquer l'importante de la version 2020-2021 du Budget, dans le cadre de la relance économique et la recherche de moyens d'améliorer le standard de vie de la population. Il souligne, en particulier, qu'un tel document devrait servir d'appui à leurs interventions auprès des pays hôtes.

Critiquant le document, un diplomate haïtien, basé à l'étranger, qui souhaite rester dans l'anonymat, pense que le document du chancelier constitue une perte de temps, car le personnel n'a jamais l'occasion d'interagir avec leurs homologues étrangers par rapport aux questions relatives au budget, en ce qui concerne Haïti. Selon lui, un tel document devrait de préférence s'adresser aux instances de la haute finance internationale telles que la Banque mondiale (BM), le Fonds monétaire international (FMI) ou encore la Banque interaméricaine de développement (BIM).

Le même diplomate croit comprendre que dans la jugeote du ministre des Affaires étrangères haïtien, ce document est plutôt destiné à rassurer le personnel diplomatique et consulaire impatient de toucher les arriérés de salaires qui leur sont dus. Car après les expériences qu'il a eues, ayant passé jusqu'à sept mois sans toucher, tout le monde se demande quand sera effectué un autre paiement.

Toutefois, le document destiné à informer le personnel diplomatique et consulaire d'Haïti de l'importance du Budget 2020-2021 le rend encore plus scep-

Suite en page 4

Journal 14-21 octobre 2020.qxp_HO 10/14/20 3:10 AM Page 3

Journal 14-21 octobre 2020.qxp_HO 10/14/20 3:10 AM Page 4

LES PRIORITÉS DU RÉGIME MOÏSE-JOUTH MAL PLACÉES

Plus de 6 mois de salaires dus aux Corps diplomatique

Promesse d'augmenter les effectifs de l'Armée à plus de 3 000 hommes

Suite de la page 2

tique. Car, pensent ces fonctionnaires, celui-ci est loin d'être sincère, les prévisions budgétaire faits par les autorités du pays ne correspondant pas à la réalité. Puisque rien n'autorise à croire que les recettes prévues dans ce Budget vont se matérialiser.

Certes, pense un autre diplomate, qui a voulu donner son opinion à ce sujet, un gouvernement qui ment sans avoir froid aux yeux, il ne peut guère inspirer confiance. Surtout que, à l'heure de la CONOVID-19, les secteurs généralement fournisseurs de taxes et d'impôts à l'État sont l'objet d'énormes manques à gagner provoqués par la baisse des activités commerciales. Cela est d'autant plus vrai pour Haïti que le régime Moïse-Jouthe se trouve confronté à une crise économique et financière jamais connue auparavant, même avant l'atterrissage de la pandémie dans le pays.

À noter que le plus grand mal qui afflige cette administration PHTKiste vient du fait des priorités mal placées des dirigeants. Car au moment où les caisses de l'État sont vides, le ministre des Finances et des Affaires économiques a annoncé la décision du pouvoir d'augmenter l'effectif des Forces armés d'Haïti, une force moribonde, privée des moyens de son existence, à plus de 3 000 hommes, d'ici la fin de l'année prochaine.

INSÉCURITÉ ET TERRORISME D'ÉTAT

Les assassins ont le vent dans le dos

Avertissement aux potentielles victimes des hommes de main du Palais national

Suite de la page 1

témoins, pas moins de 25 douilles ont été retrouvées. Une preuve irréfutable que les deux hommes lourdement armés, qui se trouvaient à bord d'une moto, ont fait feu sur lui le prenant pour M. Latortue. De toute évidence, ils avaient reçu l'ordre formel de tuer la victime. Point n'est besoin de dire qu'il est mort sur le champ. En même temps, le gardien de l'immeuble, Dieuseul Duprat, qui a également reçu plusieurs balles, n'est pourtant pas décédé, il a été transporté d'urgence à l'hôpital. Il semble que sa vie serait hors de danger.

Plus de 20 personnes sur une liste de victimes à abattre

Après l'assassinat de Me Dorval, le vendredi 28 août, suivi de celui d'Élias Diogène, les dénonciations relatives aux assassinats planifiés par le Palais national ne doivent plus être prises à la légère. Surtout que, tout semble indiquer que les deux criminels qui ont tué ce dernier avaient pour mission d'abattre M. Latortue. Car, selon des aveux faits par une source qui préfère rester dans l'anonymat, les assassins s'imaginaient qu'ils avaient le sénateur comme cible.

La mission de ces deux hommes armés, à moto, était d'autant plus macabre que, selon des sources proches du Palais national, le nom de Youri Latortue figurerait sur une liste d'au moins 20 personnes qui devraient être abattues avant le 17 octobre, date qui marque l'anniversaire de l'assassinat de l'empereur Jean Jacques Dessalines, au Pont-Rouge, et à laquelle le secteur populaire et démocratique prévoit la relance de la mobilisation générale, en vue de mettre fin à la présidence de Jovenel Moïse.

Dans les milieux politiques, à Port-au-Prince, les gens considérés comme ennemis du pouvoir appartiennent à plusieurs catégories, dont certains d'entre eux, surtout le sénateur Latortue, sont directement concernés en raison des dénonciations qu'ils ont faites à l'égard des membres de l'Exécutif, la famille présidentielle en tout premier lieux. En ce sens, Le sénateur de l'Artibonite est doublement abhorré. En sus d'avoir dénoncé les dérives des résidents du Palais national, par rapport au dossier Dermalog, ainsi qu'à toute une série de scandales de corruption auxquels ont trempé la première dame, Martine Joseph Moïse et le chef d'État lui-même. Les PHTKistes en veulent aussi à M. Latortue pour avoir épinglé des anciens présidents et président en fonction (Jovenel Moïse) ex-Premier ministres, des ministres, secrétaires d'État et directeurs généraux dans la dilapidation du Fonds PetroCaribe. À ce titre, il y a différents membres du pouvoir *Tèt Kale* à vouloir se défaire de Youri Latortue. Étant donné que les motocyclistes qui ont perpétré le crime sur la personne d'Élias Éric Diogène n'ont pas été identifiés — et ne le seront peut-être jamais —, il faut alors poser la question de savoir à qui profite cet assassinat ?

Farah Martine Lhérisson, une autre victime qui attend justice.

Par ailleurs, depuis plusieurs semaines déjà, on apprenait d'une source généralement digne de foi, ayant ses entrées et sorties au Palais national, qu'il existe une liste de personnes assimilées à l'opposition marquées pour être exécutées. Parmi elles se trouvent des journalistes, des ex-sénateurs, des hommes et femmes politiques et des avocats dont le pouvoir veut se débarrasser définitivement. On prétend que parmi ces cibles figurent : Youri Latortue, Nènèl Cassis, le journaliste Jean Oreste Morin, co-animateur de l'émission «Bwase lide », diffusée sur la radio PCH-2000, une transfuge de Radio Zénith, ainsi que le propriétaire de cette dernière station de radio, Rony Colin, qui est aussi l'ex-maire de Croix des Bouquets. On prétend que sur cette liste se trouvent également l'avocat André Michel, activiste politique et porte-parole du secteur démocratique et populaire, ainsi que le juge Morin (frère de Jean Oreste Morin), pour ne citer que ceux-là. Il semble que tous les activistes des droits humains et politiciens qui interviennent presque en permanence dans les dénonciations du régime PHTKiste dirigé par Jovenel Moïse soient visés dans le cadre de cette vaste conspiration.

Norvella Belamy dont les meurtriers courent encore.

Le phénomène du kidnapping refait surface

Tandis que Jovenel Moïse et ses hommes lâchent leurs assassins sur ceux qu'ils perçoivent comme leurs ennemis politiques, d'une manière générale ils donnent carte blanche aux gangs armés proches du pouvoir pour qu'ils se donnent les moyens de se rémunérer. Car coincé par une crise économique et financière qu'il ne parvient pas à juguler, le Palais national se trouve dans l'impossibilité de verser des allocations aux criminel servant d'hommes de main aux dirigeants pour exécuter leurs sales besognes. C'est pourquoi, ils autorisent ces malfrats à rançonner la population, dans la pratique du kidnapping. Ce phénomène battait son plein, dans le pays, particulièrement à la capitale, depuis 2004, à la suite de la fuite en exil, en Afrique, d'abord, de Jean-Bertrand Aristide (à Bangui, République centre-africaine). Il devait, ultérieurement être rapatrié à la Jamaïque, à l'instigation de ses amis du Black Caucus du Congrès américain, avant de s'établir définitivement en Afrique du Sud, durant plusieurs années, jusqu'à son retour en Haïti, en avril 2011.

À l'époque, M. Aristide manipulait les preneurs d'otages de son exil, en Afrique du Sud. Par la suite, ces derniers, après avoir fait leur apprentissage dans le crime, avaient acquis des compétences pour opérer en agents criminels indépendants. Continuant leurs opérations dans la clandestinité et faisant des victimes de manière sporadique, ces derniers allaient commencer à prendre du poil de la bête à l'avènement du PHTK, en la personne de Michel Martelly. Mais c'est sous Jovenel Moïse que s'est épanouie la criminalité sous toutes ses formes.

À l'heure du PHTK, les gangs armés font pendant à la Police nationale, comme les tontons macoutes de François Duvalier étaient des auxiliaires de l'Armée macoute. Alors que les agents de la PNH inféodés à Jovenel Moïse, dans la plupart des cas, sont responsables des taches officielles, la milice privée de Jovenel Moïse (*Tèt Kale*), en la personne des malfrats armés des bidonvilles, dont les membres sont intégrés au sein de l'administration publique, perpètrent des assassinats commandités par le pouvoir. Comme, par exemple, l'assassinat de Me Monferrier Dorval, dont les auteurs sont étroitement liés au Palais national et au ministère de l'Intérieur. Il s'agit de crimes « *faits sur mesure* » commandités par le Palais national. Il est donc aisé de comprendre pourquoi ceux qui commettent de tels forfaits, sous l'administration des régimes PHTKistes, ne sont jamais appréhendés. Mais, si d'aventure, la Direction centrale de la Police judiciai-

Suite en page 9

HAITI-OBSERVATEUR EN LIGNE

En attendant la construction du nouveau site, l'édition hebdomadaire peut être téléchargée : haiti-observateur.ca

Ensuite cliquez sur ARCHIVES, puis choisissez l'édition courante ou celle désirée.

Journal 14-21 octobre 2020.qxp_HO 10/14/20 3:10 AM Page 5

DIPLOMATIE INTERNATIONALE ET SOCIÉTÉ

Le juron d'F. Legault coûte cher au Québec masqué sans N95/3M

OU QUÉBEC EN MANQUE DE LEDERSHIP POLITIQUE GÉNÉRAL

*E*ntre (), la guerre de la barr-e contre celle de tromp-era est-elle en cours, fermons ().

Il n'est point besoin de mentir, comme le font certains diffuseurs publics aux frais de la Reine : se vanter de professionnalisme. . En outre, le code raciste systémique a troublé la vue de plus d'un, l'-État en a payé au Québec. L'-Église adventiste, par exemple, l'a suivi au , en lieu et place de la prévention, que dire de la prémonition. On dit, d'une part, que gouverner c'est prévoir, chez l'-État. Et, d'autre part, que l'esprit de Dieu en nous nous éclaire, dans l'Église. Alors, en termes de avec , et, en termes de spiritualité c'est avec l'infertilité liturgique que gère en l'occurrence. Le politicien n'a pas aidé, le ministre de l'évangile non plus, au contraire, le port du masque a été la pierre d'achoppement !

Biographie du gouvernement Legault

Peut-on dire que le PM canadien, Justin Trudeau l'avait pourtant dit que le blâme sur le masque musulman était une aberration, on ne le niera pas quand même la Presse publie un titre ouvert : « ». À visage découvert on est à risque tandis que le port du masque musulman devient par ironie une protection. Urgence sanitaire, autre loi. Réclamée par F Legault et sa douche froide de ministre anciennement secrétaire de Coroner, et de son directeur de la santé publique. Danger ambulant celui-ci, parlant de masque ? Parlant de sans masque pour se justifier, le ministre de la Santé dit : « nous autres les Latins », par rapport aux autres. Et nous, les je ne sais quoi de l'on ne sait qui dans ce pays de racisme systémique où l'on cause la mort d'-une femme autochtone en plein service obligatoire de santé. Aurait-elle eu un masque musulman autochtone interdit par la meute ? Ministre de l'évangile, L.B. Vicuna partagea en prières l'idée que Noir n'est pas québécois. C'est devenu une excuse que de prétendre subir des menaces de...!

Arrêtez de nous dire que vous recevez des menaces de mort pour le masque : faux. Remettez-les au public, c'est une affaire publique, si ce sont vos fanatiques qui plus que menacent les porteurs de masque médical et de chirurgien au Québec, mais qui tuent des innocents en pleine mosquée pacifique. Quand le prêtre pédophile connu est caché de la caméra pour faire civiliser et faire augmenter le taux réclamé de la Ligue qui légitimise à la place du scientifique, du médecin, en accueillant la victime dans un silence complice. Il y a un prix politique à payer.

La mort est à la charge de ce gouvernement de croque-morts comme idéal politique.

Trois partis pour tromper, avec le BLOC qui défend la «race canadienne-française » prônée depuis Le Monde Illustré avant 1904.

Imaginons un peu avec le voile, non le masque de sa loi libérale mal conçue mal appliquée renforcée par Legault depuis ses critiques à l'Opposition, en plein COVID-19, nous n'en sommes pas à COVID-21. Le Devoir a été si bien illustré à l'époque avec : «», personne n'avait à l'époque soupesé le poids de cette tradition pour certains, culture pour d'autres, imposition évidemment pour plus d'une, on ne le niera pas, mais commerce et mode pour la grande majorité.

Rappelons-nous par l'article de la SRC sur Bouchard-Taylor qui souhaitait tant que plus du Parti Libéral, y compris les partis de l'Opposition, d'après l'article ci-après : « » (notons cette neutralité religieuse a fait grâce à la Ligue qui s'estime divin dans son approche du mariage homogène tout genre, orchestré contre le lien hétérogène).

Un coup d'œil chez Wikipédia offre en résumé les réactions ontariennes, albertaines et celles de Justin Trudeau, en voyant selon l'Alberta, « un jour triste pour le Canada par la faute du Québec », malade je rajoute.

Il faut considérer que le Canada depuis les événements du 11 septembre à NYC avait adopté plus d'une mesure couteuse en matière de sécurité et de reconnaissance, à l'aéroport même, avec ses scanneurs humains qui voient si loin que nos tripes, que dire d'un visage sous voile.

Mieux, le masque du chirurgien est une forme de service à visage non découvert en pleine opération, de la RAMQ. Le N95/3M sur un chantier spécialisé, avec risque de contamination par particules suspensives dans l'air et l'étalage va plus loin, à visage non découvert, que rendait incohérent cette mesure anti musulmane pour imposer une autre façon qui a rapport à une simple mode érigée en industrie au Québec même par le commerce. C'est donc dans la consternation que l'inculte ministre (je ne parle pas de l'individu, mais du ministre) qui semble hérité de l'action décrite dans Le Monde Illustré parlant «de race canadienne-française» à protéger, religiosité), Simon Jolin-Barrette dans un fanatisme étourdi (sur quoi se base-t-il pour mieux se définir québécois que d'autres, plus anciens que lui : sur la couleur de l'épiderme en fonction d'une origine familiale ?), avec son aberration politique encore, commentée évidemment différemment par le Devoir dans « ».

C'est une plaidoirie claire en faveur du visage non découvert et de la condamnation au sein d'une population non en passe de sortir de son alphabétisme persistant que dire de comprendre dans une langue non écrite, l'enjeu réel caché de politiciens apprenti dictateur.

Le Québec n'a pas de chances. Legault reconnaitra lui-même son pacte dégénéré par le manque de vision, quand le Devoir le titrait : « ». Legault devrait tout simplement dire aujourd'hui : on récolte ce qu'on a semé. D'autant plus qu'en promettant une relâche de Noël en resserrant l'Action de grâce, c'est allumer une chandelle dans un lac de pétrole en plein désert. Désert d'-idée cette fois-ci, covidien aussi. Mais, quand on considère le discours d'arrivée du nouveau chef du Parti Québécois, en l'occurrence Paul Saint-Pierre Plamondon, il est m'est fort aisé de présager le pire de l'après Lisée avec une gouvernance de parti à la hauteur de standard de tweetage, c'est à se demander si le PLQ ne ferait pas mieux aller se chercher rapidement un Denis Coderre comme chef, réelle option de gouvernance diplomatique que de gags d'Opposition-Anglade.

La délégitimisation du masque

Quand en 2019 **F** Legeault a poussé sa politique pour délégitimer le masque sous la forme du voile islamique avec sa notion à visage découvert dans le recevoir et dans le donner les services, la bêtise ne lui a pas fait penser que le monde évoluait à un autre rythme. Prévoir en gouvernance que dire de bonne gouvernance, une province quand le fédéral offrit plus de garantie au citoyen, nous étions à risque au Québec. Un risque de tentation totalitaire comme s'il voulait dire : si cela est possible avec Trump en déchéance du Droit aux **É. U.**, il le lui serait possible aussi de se faire voir héroïque par la bêtise au Québec.

Y a-t-il un modèle québécois éloquent basé sur le racisme systémique qui mène vers la faillite, j'ai été puisé dans une étude sur le Mouvement Desjardins, réalisée par Dr Gérard Kennedy Alcius, (2000/maitrise), pour trouver ce qui suit : « ». C'est en plus de la notion de Le Monde Illustré des années citées. *Qui se ressemble s'assemble*.

L'on comprendra Legault dans ses propos sur la , en 2019, en rapport à sa création, *idem* sur sa pensée réduite de ce qu'est un état sous forme de province à gérer. Un premier ministre qui parle de ses émotions comme message politique pour une entreprise séparée au lieu de comprendre les besoins généraux du Québec. L'histoire est dynamique, L.B. Vicuna l'ignore-t-il chez les adventistes ?

DE BROSSE & STUDLEY, LLP

Richard A. De Brosse

Attorney at Law

ACCIDENTS * REAL ESTATE MAL-PRACTICE

182-38 Hillside Avenue **(Suite 103)**

Jamaica Estate, N.Y. 11432

Tel.: 718-658-3000. Fax 658-658-3187

rdebrosse@QueensLegalPlaza.com

Journal 14-21 octobre 2020.qxp_HO 10/14/20 3:10 AM Page 6

Kreyòl

GRENN PWONMENNEN

Pawòl gen konsekans, kidonk, reflechi avan n pale !

Lendi semèn pase a, nan dat 5 oktòb, prezidan Etazini an mande pou l egzeyate, soti lopital kote *Secret Service* te kouri mennen l nan samdi 3 oktòb, lè sitiyasyon sante l te grav, paske COVID-19 te rantre sou li ak fòs. Li te kòmanse pèdi souf, jiskaske se sou oksijèn yo te mete l. Enben kou l tounen nan Mezon-Blanch la, jan yo rele Palè prezidan an nan Wachintonn, li montre li pa chanje nan fason l pale, ni jan l aji. Sèlman 21 jou anvan 3 novanm nan, jou eleksyon pou chwazi prezidan, senatè ak depite yo, prezidan *Donald Trump* pa gen tan devan l ankò pou l chanje langaj li. Selon tout endikasyon, msye ka peye sa byen chè.

Pi fò mounn te kontan pou prezidan an, paske maladi ki te fonse sou li fese l atè a pa touye l, jan sa rive anpil lòt mounn. Pa bliye, rive 9 oktòb se plis pase 217 mil (217 000) mounn ki deja fè wout pou peyi san chapo nan peyi Etazini, e plis pase 7,5 milyon (7 500 000) ki enfekte, selon chif ofisyèl. Pandan n ap li sa a chif yo deja monte piwo toujou. Epi se nan moman sa a prezidan an twouve pou l di : « ***O wi, se te youn benediksyon Bondye!***»

Men wi, bendiksyon pou li, paske se youn lame doktè ki te kouri vin ba l tout swenyaj ki nesesè, medikaman ki pa alapòte tout sitwayen, pou yo te bare COVID-19 la. Kanmenm, viris la gentan fè youn pwen sou li, li pa rive sou dezyèm nan. Epi selon enfòmasyon sou konbyen lajan sa koute pou te pran swen prezidan an, se 100 milyon dola nan mwens de youn semen ki sot nan pòch tout sitwayen ki peye taks. Kòm se youn prezidan ki renmen fè lwanj pou tèt li, jan l pale a se kòmsi li se youn mounn espesyal ki resevwa benediksyon espesyal Bondye vide sou li. Kivcdi Bondye renmen l plis pase tout lòt pitit li yo!

Enben pawòl sa a fè youn bann mounn fache, sitou mounn ki pèdi fanmi ak zanmi anba maladi madichon sa a. Gen ladan yo ki di yo pa bezwen benedikson konsa. Ni tou yo pa konprann kijan prezidan an manke montre sinpati pou tout mounn sa yo ki nan lapenn, paske yo pèdi fanmi ak zanmi anba *coronavirus* la. Msye pa vrèmman merite nan plas li ye a, antan ke papa nasyon an pou le moman. Se sèlman tèt li li wè.

Men apa de jan l pale a, li fè lòt bagay ki montre li pa aprann anyen konsènen maladi sa a ki touye tout mounn sa yo, e pa sèlman Ozetazini. Kou l te rive nan Mezon-Blanch, lendi pase anwo a, li kouri parèt sou balkon, li rache mask ki te nan figi l la, kòmsi l t ap di, « *COVID-19, mwen pa pè w !* » Okontrè, li te di sa menm : « ***Pa kite COVID domine lavi nou. Se pa pou n pè COVID !*** »

Li pa pale sèlman, men li pase alaksyon. Samdi ki sot pase a, nan dat 10 oktòb, prezidan an ranje pou l fè premye gwo reinyon politik li avèk youn bann mounn li te

Prezidan Tronp retounen Mezon Blanch l ap salye pèsonèl la.

envite vin nan lakou Mezon-Blanch la, pandan l rete anlè nan balkon pou l pale ak yo. Doktè l yo, ki pè msye tankou chat deva«n gwo chen, pa janm bay youn rapò detaye si msye vrèman pa toujou pozitif. Se apre mounn yo fin reyni an ke doktè yo di, « *Li pa reprezante danje pou pèsonn*». Se pa anpil mounn ki kwè yo, paske jiskaprezan, yo pa janm di depi ki dat prezidan an te enfekte.

N ap raple pawòl doktè *Anthony Fauci,* ki se younn nan gwo ekspè kont maladi enfeksyon tankou COVID-19, e ki sanse ap travay nan ekip prezidan an sou kesyon gwo epidemi an. Msye di ke se nan gwo fèt prezidan an te fè nan Mezon-Blanch, nan dat 26 septanm nan, pou prezante jij *Amy Vivian Comey Barrett* bay nasyon an, ki te lakòz maladi a blayi kò l nan Palè a. Plis pase 34 mounn ki te patisipe nan fèt la gentan pran nan COVID-19. Kòm nou konnen, se jij pou «*Supreme Court* » *(Cour de cassation* lakay) tribinal pi siperyè a, ki sanse ranplase jij *Ruth Bader Ginsburg,* ki te mouri nan dat 18 septanm.

Alò fò n ret tann younn ou 2 semèn pou n tande konbyen nan sa ki te la samdi pase yo ki pran nan COVID la tou. Men sa pa ase pou prezidan an, ki deside l ap kontinye kanpay li kòm oparavan. Avanyè lendi a, 12 oktòb, li te an Florid, nan ti vil ki rele *Sanford* la. San dout, nou konnen pa gen okenn deba k ap fèt demen 15 oktòb la, nan Miami, ant prezidan an ak *Joseph* « *Joe* » *Biden,* kandida demokrat la. Ansyen vis-prezidan nan gouvènman *Barack Obama* a, *Joe Biden* pa soti pou l al nan okenn fas a fas ak prezidan ki fèk soti anba COVID la. Li dakò pou youn deba « *virtuel* »*,* jan gwoup ki òganize daba yo vle fè l pou pwoteje tout mounn. Prezidan *Trump* di li pa nan okenn deba k ap fèt sou *zoom,* sètadi nan konpitè. Se konsa, pa gen deba demen. M pa konnen si dènye deba a, nan dat 22 oktòb la, ap kenbe toujou.

M ap tounen ak nou nan Mezon-Blanch, samdi pase a. Nan pami mounn ki te envite nan lakou Palè a, tout abiye ak inifòm chemiz ble, te gen youn gwoup Ameriken Nwa ki nan mouvman ki rele *Blexit* la, ki kopye non yo sou non *Brexit,* ki se mouvman gouvènman Langletè a chwazi pou l soti nan gwoup Lewòp ini an, osnon « *Union Européenne* ». Enben, *Blexit la,* se « ***Blacks k ap kite pati demokrat*** » pou al jwenn repibliken.

Selon sa ABC TV jwenn depi nan samdi swa, se *Candace Owens* ki te peye pou vwayaj ak lotèl prèske tout Nwa ki te vin nan reinyon prezidan an nan Mezon-Blanch la nan samdi. Depi nan lane 2017, apre l te fin kritike *Donald Trump* mezi kont li, *Candace Owens* vin konvèti nan relijoyn *Trump* la. Avèk liv li a ki parèt nan mwa fevriye lane sa a, li devni youn gwo pilye pou repibliken yo. Tit liv la ase pou di w pozisyon manmzèl ***:*** « ***Blackout : How Black America Can Make its Second Escape from the Democrat Plantation*** » *(Blakawout : Kijan Nwa nan Etazini ka sove kite jaden esklavaj Demokrat yo).* M pa bezwen di n jan repibliken anbrase manmzèl. Se youn vedèt, youn *Star,* ki gen pwòp « Show » li, k ap bay konferans adwat-agòch nan sektè repibliken yo.

Antouka, *Blexit* se travay bèl dam Nwa sa a, 31 lane, ki pran non mari l tou depi lane pase lè l vin marye ak youn Blan angle ki rele *George Farmer,* konsèvatè fopapils. Kounnye a nou annafè ak *Candace Amber Owens Farmer,* ki te kont *Donald Trump* oparavan, men ki se pi gwo defansè prezidan an kounnye a e ki pa vle wè mouvman **Black Lives Mater** a. Depi nan lane 2017, li te jwenn youn gwo pouch nan men *Kanye West,* chantè ameriken nwa ke prezidan *Trump* te voye an misyon kote Jovnèl Moyiz (Jovenel Moïse) gen 2 semèn de sa. Gen mounn ki di se al chache pwen pou dejwe *Biden* ke yo te voye *Kanye Wesk* al ann Ayiti. Nou pa rantre nan tout kesyon sa yo. Sa m ka di sè ke tout ti kòkòday mesyedam yo nan lari. Ale wè si JoMo pa t voye kèk reprezantan l al pran woulib sou lajan *Candace Owens* t ap bay bann *Konzé* yo ki t al Wachintonn samdi pase a. Epi tou, lajan an te ka soti lòt kote, men yo met ti dam nwa a devan pou twonpe mounn. Mwen pa ba yo bouch, men jan bagay yo ap vire kounnye a, pi devan ka pi tris pou yo ! M espere mounn JoMo yo konprann jwèt k ap jwe a.

Pawòl nan bouch gwo otorite pouse zòt prepare kou deta

Jan nou te di nan kòmansman atik la,« **pawòl gen konsekans** ». Depi nan mwa avril ane sa a, lè prezidan *Trump* te gen pwoblèm ak sèten gouvènè, sitou nan eta demokrat, ki te mande fèmen tout operasyon pou kontwole sitiyasyon Cn D-19 la pou l pa t gaye toupatou, prezidan an te pale youn jan ki te fè anpil mouun sezi. Li te lonje dwèt sou 3 eta anpatikilye. Men sa l te di nan dat 17 avril : «***LIBERE VIRGINIA epi reprann kontwòl pou n pwoteje dwa dezyèm amandman nou (Second amendment) ki an difikilte*** ». Se sa ki pèmèt yo pote zam san restriksyon. Prezidan an te pibliye twit pou l di « ***LIBERE MICHIGAN*** ». Epi tou : « ***LIBERE MINNESOTA*** ».

Prezidan Tromp desann elikopté ki mennen l tounen soti lopital.

Anpil mounn pa t bay sa enpòtans, men nan dat 17 septanm, youn gwoup milisyen ame jouk nan dan te anvayi Palman eta *Michigan* nan, nan vil *Lansing* nan, pou mande depite ak senatè yo pase lwa pou wete sou pouvwa gouvènè a, *Gretchen Whitmer,* youn demokrat, ki te kanpe djanm sou tout prekosyon pou yo te pran nan leta *Michigan* nan, kont COVID-19. Sa pase konsa konsa, epi nou pa tande bri sa ankò.

Men jedi pase, 8 oktòb, ajan FBI *(Federal Bureau of Investigation)* fè youn kout laso, yo pran 13 gwo bèt, tout manm youn gwoup ki rele *Wolverine Watchmen.* Pami 13 yo, 2 ladan yo, *William* ak *Michael Null,* se 2 frè, aje de 38 an, ki te alatèt operasyon 17 septanm nan lè yo te anvayi Palman an nan *Lansing.* Foto yo, ak gwo fizi nan men yo la kòm prèv. Kivedi, se pa ni ayè ni avanyè teworis sa yo t ap prepare kou yo a, selon modòd « Kòmandan-an-chèf » la nan peyi Etazini an, ki te mande « ***libere Eta Michigan nan*** ».

Alò sa raple n sa prezidan *Trump* te ekri nan twit mwa davril li a, presizeman nan dat 17 avril, pou l te di lè l pale, li konnen y ap koute l. M ap bay li ann angle jan l te ekri l la, avan mwen bay tradiksyon kreyòl la. Men li : « ***I think they're listening. I think they listen to me. . . .*** » ***(Mwen kwè y ap koute. Mwen kwè yo koute sa m di !*** » ***)***

Mezanmi, gade kote peyi Etazini rive ! Y ap fè kou deta kont gouvènè, paske prezidan mande pou « *libere* » eta a. Gwo peyi ki di li se flanbo demokrasi a vin tounen youn ti peyi pa menm «*tiers monde* »*,* men « *quart monde* » kote tout vounm se do, e kote se prezidan peyi a menm k ap ankouraje kou deta pou l vin pran kontwòl tout peyi a. Epi ti apranti bò lakay ap bat bravo, di se sou msye li konte. E tout tenten l ap renmèt ann Ayiti yo, li deja gen pwen « zewo fot ».Byen konte, mal kalkile.

Nan 21 jou, pèp ameriken an pral montre sa yo vo, pandan yo gen pouvwa vòt la toujou, avan zòt vin met diktati a anplas, jan sa te fèt nan peyi Lalmay. Yo te itilize vòt pèp la pou toupizi yo apre yo te fin ba l pouvwa a nan djòl dous swa-dizan anvè malere, menmn jan bonnonm tèt zo a ap fè ann Ayiti kounnye a. N a tounen sou sa. Antretan, n ap mande tout sitwayen ameriken, ki soti Ayiti, osnon pitit Ayiyen, ki fèt bò isit, pou yo pran responsablite yo a 2 bra, epi di mesye sa a, ki abitye itilize pawòl andaki pou kreye divizyon, lè a sonnen pou li. Prepare w pou bat dèyè w. Ou p ap lage peyi sa a nan tchoubounm !

Grenn Pwonmennen
14 oktòb 2020

Journal 14-21 octobre 2020.qxp_HO 10/14/20 3:10 AM Page 7

HAPPENINGS!

Continued from page 1

February 7, 2017, President Moïse has failed to organize timely elections at all levels, from the rural entities, to the mayoralties and the national Legislature. The situation is such that he and only 10 senators from a total of 30 are the sole elected officials in Haiti, with the senators amounting to figureheads devoid of any power because they can't muster a quorum to conduct any business.

When Mr. Moïse maneuvered, 10 months ago, to rid himself of legislative oversight, he gloated about "Parliament being dysfunctional," leaving him to rule by decree. To be noted, he did not organize elections for any of the 118 Deputies, as the Congresspeople are called. He failed also in doing so for 10 senators whose mandates had elapsed. To fully complete his plan of ruling by decree, illegally he dismissed 10 other senators in January who still had two years left to their mandates.

On January 23, a week after what Haitians called the "legislative massacre," U.S. Secretary of State Mike Pompeo gave an interview to The Miami Herald and El Nuevo Herald, calling for Haiti to set a date for elections. He said: "We have to conduct the elections. That is important." He also added: "When those elections will be held, there'll be an appropriately chosen government. We won't need to be worried about the decision by decree."

Since then, Mr. Pompeo apparently forgot about Haiti until he met with President Moïse on August 18 in a hallway of the presidential palace in Santo Domingo where the two had been to the inauguration of the new Dominican President Luis Abinader. No official statement was issued after that "standing up" instead of a "sit down" meeting. A week later, Americn Ambassador Michele Sison, in Port-au-Prince mentioned elections should be held in Haiti.

Since then, President Moïse seens to have caught the election fever. But Haitian organizations which should be involved in preparing for the elections have shun the president. The nine members of the Provisional Electoral Council (French acronym CEP) representing sectors constitutionally mandated to form the electoral commission, resigned in bloc. Whereupon Mr. Moïse set up a bogus CEP, some members of which have been denounced for usurping titles, such as Esperancia César, representing the Haitian Diaspora, and Guylande Mésadieu of the Human Rights sector. It's been proven that organizations and Haitian leaders in the Diaspora backing her are fake.

An unnamed "State Department Senior official" who, on September 16, threatened organizations and people in Haiti with dire "consequences" for blocking "democratic elections" must be ashamed of the fraud perpetrated by Jovenel Moïse and his associates to prove to their mentors in Washington of their willingness to organize the elections.

Also, embracing Moïse, Washington disses Haiti's *Cour de Cassation,* as the Supreme Court is called, which refused to officially inaugurate the president's bogus Electoral Council. President Moïse went ahead and installed them himself, on September 22nd, the late "Papa Doc" lucky number. Moreover, he put the two most contested members of his CEP in charge of the organization, with Guylande Mésadieu as president, and Esperancia César, second in command.

A powerful voice denounces the Elections, as planned

It is is in that context that Congresswoman Maxine Waters (Ca 43rd), Chair of the House Financial Committee, sent a letter, dated October 6, to Michele Sison, the American Ambassador in Port-au-Prince, asking her to "use your considerable diplomatic experience and influence with the government of Haiti to promote respect for the rule of law and basic human rights and to oppose the organization of elections in Haiti until such time as the widespread politically motivated attacks against government critics

Congresswoman Maxine Waters.

in Haiti have ceased; the perpetrators have been held accountable; an independent Provisional Electoral Council can be formed with broad participation by civil society and in accordance with Haiti's constitution; and all political parties, stakeholders, civil society organizations, and Haitian citizens are able to participate in the elections without fear."

In her extensive letter, the Congresswoman, notes that she had warned in a May 28 letter to the ambassador about "the grave danger of a downward spiral of chaos and violence. Unfortunately, such a downward spiral is precisely what is happening." Hitting hard, she states: "Yet, in the midst of this chaos and violence, the Haitian government under President Jovenel Moïse is proceeding to organize elections that are widely perceived to be both illegitimate and unconstitutional."

Showing that she's fully briefed about what's happening in Haiti, Ms. Waters enumerates the issues: the resignation of the previous CEP; attempts at corrupting the Catholic clergy to join the government's illegal electoral council and the denunciation of such by a bishop calling it a bribe; President Jovenel's illegal CEP being tasked not only with organizing elections, but with coming up with a new constitution, following in the steps of the late dictator François "Papa Doc" Duvalier; Moïse's bypassing the Supreme Court and installing his illegal CEP; Minister of Public Works Joiséus Nader, accompanying by armed goons, invading the offices, on September 23, of the government's watchdog agency to intimidate the auditors, and much more.

But what really shows the Congresswoman's grasp of the situation in Haiti is her treatment of the spectacular assassinations taking place, with that of the president of the Port-au-Prince Bar Association, the lawyer Monferrier Dorval. And the officialized gangs led by Jimmy "Barbecue" Cherizier, who terrorize the impoverished neighborhoods of Port-au-Prince. Moreover, the Congresswoman presents evidence linking the gangs to the government.

And the damning conclusion: "Credible elections cannot be carried out by a CEP widely perceived to be illegitimate and unconstitutional, and they certainly cannot be carried out in an atmosphere of widespread politically motivated attacks against suspected government critics. If the Haitian government were to proceed with elections under the current conditions, respected representatives of civil society will be unwilling to participate, political parties will be unable to organize or recruit candidates, and voters will be afraid to register and vote. Such illegitimate elections would only serve to deepen Haiti's current political crisis, increase the risks of widespread chaos and violence, and undermine the U.S. national interest in a stable and prosperous Haiti."

At the United Nations Security Council, the French representative eloquently denounced the situation. As reported in French, on front page last week, Nathalie Broadhurst, the representative of France, took President Moïse to task for depriving the country of a Parliament since January, therefore of democratic institutions.

As things stand, she said, "dialogue is impossible, whereas this dialogue is indispensable to guarantee the organization of credible and transparent elections and a revised Constitution, if that's what the Haitian people want." That was a dig at President Moïse, who has tasked his illegal CEP with the job of working on a new constitution, which is against established norms. No CEP, far less this discredited one, can assume this task which is the work of a Parliamentary commission.

Ms. Broadhurst points to a "dead end situation in Haiti" and calls on President Moïse to raise himself to the level where he can deal with it. She mentions how that "dead end" has been reached. "Haiti's institutions are dislocated through corruption. For quite a few years, civil society has been asking for transparency regarding that situation which has caused alienation of the people toward the institutions. Dealing with these demands [of the people] is essential to renew their confidence in government."

She made a plea for respect for human rights and was forceful in her denunciation of the spectacular assassinations occurring in Haiti. "We firmly condemn the assassination of Attorney Dorval, the president of the Port-au-Prince Bar Association last August 28," she said, adding "This murder is an extremely troubling symbol, mirroring the increasing insecurity since the beginning of the year and the violence by the gangs that operate with full impunity." She ticked off various massacres carried out in the poor neighborhoods around the capital and called for those "responsible for these acts be brought to justice."

Considering the foregoing, Jovenel Moïse definitely is seen as the main obstacle to the solution of the multifaceted problem that Haiti has become under the corrupt and criminal PHTK, or *Bald Headed* leadership.

RAJ
October 14, 2020
raljo31@yahoo.com

460 Peninsula Blvd.
Hempstead, New York 11550

516-489-5925

CLOSED ON MONDAYS

Tues-Wed-Thurs 10:00 am-9:00 pm
Friday 10:00 am - 10:00 pm
Saturday 10:00 am - 10:00 pm
Sunday 10:00 am - 5:00 pm

DR. KESLER DALMACY

Board Certified
& Award
Winning
Doctor

Cabinet Medical
Lundi —Samedi: 11 AM—7 PM

Examen Physique sur écoliers
Traitements pour douleurs,
Fièvre
Immigration
Planning familial
Infection

Tumeur
Hernie
Circoncision
Tests de sang et de grossesse
Grippe

MÉDECINE CHIRURGIE
Prix Abordable
TEL. 718.434.5345 FAX 718.434.5565

Journal 14-21 octobre 2020.qxp_HO 10/14/20 3:10 AM Page 8

LES STATIONS D'ESSENCE ENTRENT EN GRÈVE

L'État haïtien brandit l'annulation des licences

Les propriétaires ne se laissent pas intimider

Suite de la page 1

alliés qui n'aimerait pas afficher une attitude que le pouvoir pourrait interpréter comme un acte d'agression.

En effet, les stations d'essence, dont les propriétaires sont regroupés au sein de l « Association nationale des propriétaires de stations-services » (ANAPROSS), sont entrées en grève, dès le lundi (12 octobre) donnant suite à l'annonce qu'avaient fait la veille ces hommes d'affaires. Aussi la grande majorité de ces établissements gardent leur porte fermée, privant les consommateurs de ce précieux liquide. Ce mouvement s'explique par le fait que les membres de l'ANAPROSS ont décidé d'adopter cette stratégie, afin de forcer les distributeurs de produits pétroliers nationaux à respecter l'accord que les deux parties ont paraphé, et qui sont en vigueur depuis plusieurs décennies.

Le contentieux qui a déclenché ce débrayage découle des faits suivants. En vertu du contrat passé entre les vendeurs d'essence, regroupés au sein d'ANAPROSS et les distributeurs/importateurs de produits pétroliers formant l'Association nationale de distributeurs de produits pétroliers (ANADIPP), ces derniers versaient une ristourne aux vendeurs, une stratégie visant à leur permettre de récupérer le manque à gagner qu'ils subissent, en raison de la disparité de la gourde par rapport au dollar.

Comprenant le danger d'une rareté d'essence, occasionnée par la fermeture des stations d'essence, qui serait de nature à mécontenter les consommateurs, les autorités haïtiennes, par l'entremise du ministère du Commerce et de l'Industrie, a intimé l'ordre aux pompistes, agitant le gros bâton sous forme de menace de lever le permis de vendre les essences que détiennent les propriétaires de stations de gazoline.

Ces derniers ont fermé leurs établissements, comme annoncé, dès le lundi 12 octobre. Les pompes sont restées fermées toute la journée du lundi, en dépit de l'injonction du ministre du Commerce et de l'Industrie. Le lendemain (mardi) les automobilistes ne pouvaient toujours pas avoir accès à l'essence, en tout cas aux stations-services non affiliées à l'ANADIPP.

L'État n'a aucune responsabilité dans ce conflit

Tout en intimant l'ordre aux pompistes de rouvrir leurs installations, Jonas Coffy, ministre du Commerce et de l'Industrie, a déclaré que l'État n'a aucune responsabilité dans ce conflit. Aussi a-t-il conseillé aux parties en présence de se retrouver sur la table de négociations, afin de résoudre un problème pénalisant pour le consommateur. Bien que M. Coffy ne l'ait pas dit, la possibilité existe que les automobilistes s'en prennent au gouvernement pour ne s'être pas impliqué en tant que médiateur,

David Turnier, président d'Anadipp.

afin de réconcilier les protagonistes. Ce qui signifie qu'ils finiront par trouver une entente s'ils entrent dans des négociations de bonne foi.

Mais c'est en direction des pompistes que Jonas Coffy agite le gros bâton. Dès demain (mardi), a-t-il prévenu, si les pompes sont encore fermées, le Ministère du Commerce et de l'Industrie « *retirera définitivement leur autorisation de fonctionner* ».

Pour le ministre de l'Économie et des Finances, la situation n'est pas aussi grave. Car, dans sa logique, le manque à gagner, que les propriétaires de stations d'essence subissaient, est désormais réglé, ou presque, à la faveur de l'appréciation de la gourde, face au billet vert.

Michel Patrick Boisvert se plaint du fait que les protagonistes se disputent « *pour des centimes* ». Aussi explique-t-il en ces termes. «*Quand la marge était en gourdes et que le taux changé était élevé autour de 125, leur marge avait réduit. Avec l'appréciation de la gourde, je ne dis pas que le problème soit résolu à 100 %, mais il l'est à 70, 80 %. Ils disaient que leur marge était en gourdes et qu'elle ne valait rien. Aujourd'hui, la même marge est maintenue en gourdes, alors qu'il y a appréciation de la gourde. Cela fait un gain entre 50 et 60* », argue M. Boisvert.

Selon Michel Patrick Boisvert, ce raisonnement devrait «*calmer* » les pompistes par rapport à la gent de l'ANADIPP.

Il faut signaler que les propriétaires de stations d'essence affiliés au distributeurs de produits pétroliers n'ont pas fermé leur porte, la gazoline y coule normalement.

On ne doit pas omettre de signaler aussi que la plupart des pompistes liés à l'ANADIPP continuent de recevoir leurs ristournes de celle-ci. Cela ne semble pas devoir « *calmer* » les pompistes non affiliés.

Par ailleurs, selon le quotidien *Le Nouvelliste* (édition du mardi 13 octobre 2020), David Turnier, le président de l'ANADIP, s'en est pris au ministre Coffy, condamnant les menaces qu'il a proférées à l'encontre des pompistes. Cité par ce même quotidien, M. Turnier s'est prononcé en ce sens : « *Nous nous opposons fermement aux menaces du ministre du Commerce et de l'Industrie, M. Jonas Coffy, de retirer définitivement les autorisations de fonctionner des stations-services en question, de rayer du registre leurs noms commerciaux. Nous ne partageons pas non plus la démarche de l'ANAPROSS qui va directement à la grève pour résoudre un différend commercial. Nous prônons toujours le dialogue. C'est une dispute commerciale qui doit être réglée par des gens de l'art, les avocats et les juges* ».

Selon toute vraisemblance, la convivialité semble être au rendez-vous. À la lumière de ce qu'a dit David Turnier, il y des chances que le conflit soit réglée à très brève échéance.

L.J.

Journal 14-21 octobre 2020.qxp_HO 10/14/20 3:10 AM Page 9

INSÉCURITÉ ET TERRORISME D'ÉTAT

Les assassins ont le vent dans le dos

Avertissement aux potentielles victimes des hommes de main du Palais national

Suite de la page 4

re (DCPJ) parvient à mettre la main au collet de quelque criminel, le Palais national ne tarde jamais à faire des pressions pour qu'il soit libéré. Sinon, le dossier est relégué aux calendes grecs, permettant de libérer le criminel en question, une fois oublié son cas. Voilà pourquoi ces assassinats à rebondissement ne cessent de se produire et les criminels, qui en sont responsables, courent encore.

Versant des larmes de crocodile, Jovenel Moïse se dit consterné par l'insécurité qui s'installe dans le pays, depuis déjà quelque temps. Il prétend avoir passé des instructions aux services concernés, la Police, le commissaire du gouvernement et la justice, en général, pour que soient prises des dispositions en vue de faire régner la paix et la sérénité dans le pays.

En tout cas, quoi que puisse dire et faire l'équipe au pouvoir, elle n'affiche aucune volonté réelle de combattre l'insécurité, surtout le grand banditisme, un phénomène pourtant alimenté par le pouvoir, qui finance les gangs armés, en sus de les pourvoir d'armes, de munitions et d'argent. D'ailleurs, il est particulièrement rare, sinon presque jamais, que les assassins d'hommes politiques ou d'affaires, d'avocats, de professionnels ou encore de policiers abattus, soient identifiés et appréhendés. On pourrait dire que les entités chargées de l'enquête sur les meurtres liés à la politique, et sans doute directement au pouvoir, n'ont pas les coudées franches pour mener à bien leur travail, jusqu'à sa conclusion logique.

Si les assassins de Monferrier Dorval ont été appréhendés, les commanditaires de ce crime, bien que connus de tous, n'ont pas toujours été épinglés légalement et définitivement. Les personnes arrêtées en liaison avec ce forfait ont été déposées en prison, sans aucune suite, à date. Ce dossier risque de moisir dans les tiroirs, jusqu'à ce qu'on n'en parle plus. Au fait, les meurtriers présumés de Monferrier Dorval ont été vite appréhendés, en raison des pressions qui s'exerçaient sur la DCPJ. Car les auteurs d'autres crimes largement médiatisés, ces derniers mois, courent encore, sans être inquiétés. C'est, par exemple, les cas de Norvella Bellamy, cadre supérieur de la Banque centrale, dont Jovenel Moïse voulait faire son dauphin, comme candidat à la présidence, ainsi que la mère de son enfant, qui a été tuée avec lui. De même que Farah Martine Lhérisson, une éducatrice (et poétesse) tuée avec son compagnon, l'ingénieur Lavoisier Lamothe. Aussi bien que l'homme d'affaires Georges Saïeh, assassiné la veille du meurtre de M. Dorval. En réalité, il se passe rarement un jour sans que ne soit répertoriés des assassinats en Haïti, des victimes qui ont trouvé la mort presque dans les mêmes conditions, leurs assassins ne sont jamais trouvés. Sans oublier des douzaines de policiers abattus dans des conditions jamais élucidées, ou encore des centaines d'innocentes victimes tuées dans les bidonvilles, notamment à La Saline, Cité Soleil, Bel-Air, Village de Dieu, Grand Ravine, Tokio, Delmas 2 et 3, etc.

Les assassins, qui mènent leurs opérations macabres à visière levée, ne s'inquiètent de rien, car protégés par celui-là même qui a prêté serment d'assurer la protection des vies et des biens des citoyens. Ils ont le vent dans le dos, jouissant aussi des possibilités et moyens de frapper quand ils veulent et où ils veulent.

L.J.

Un homme abattu en plein jour à Pétion-Ville

La série noire constatée à Port-au-Prince, depuis plusieurs mois, a produit un autre épisode macabre, aujourd'hui (mardi 13 octobre), lorsque des individus armés non identifiés ont abattu un homme.

Philippe Saint-Juste, un pasteur, qui est aussi fondé de pouvoir, a trouvé la mort sur le champ, victime de plusieurs balles lancées par des inconnus qui ont réussi à prendre la poudre d'escampette, ayant disparu en se faufilant dans la foule qui passait.

Des témoins interrogés par la presse locale ont fait savoir que la victime venait de quitter le Tribunal de paix de cette juridiction, dans le cadre de ses activités juridiques.

Il n'a pas été donné de connaître le mobile de cette attaque.

Journal 14-21 octobre 2020.qxp_HO 10/14/20 3:10 AM Page 10

ÉDITORIAL

Les élections faites sur mesure s'achoppent sur la condamnation générale

Bien que Jovenel Moïse tarde à renoncer publiquement à son projet chimérique d'organiser des élections faites sur mesure, cela crève les yeux que celui-ci n'a aucune chance de réussir. Les condamnations, endogènes et exogènes, lancées contre lui ne laissent point de doute que les initiatives mises en place par le Palais national, dans le cadre de cette folie politique, montrent un chef d'État prisonnier d'un rêve impossible, qui risque de l'entraîner dans une fatale aventure.

Après avoir exprimé son intention d'organiser des élections, sans en jamais fixer l'échéance, M. Moïse n'a toutefois pas hésité à aller de l'avant en annonçant, d'abord, la création d'un conseil électoral. Joignant le geste à la parole, il devait, ensuite, identifier les neuf membres de son organisme électoral, qui a été vivement dénoncé par quasiment tous les secteurs de la vie nationale. Si radicale était la résistance à ce projet d'élection que le chef d'État haïtien a été acculé à nommer ses conseillers électoraux en dehors des prescrits de la Constitution, car ayant essuyé le refus des secteurs prévus par la Charte fondamentale pour contribuer des membres à la formation de cette institution. Voilà encore une autre dérive de l'occupant du Palais national dont le quinquennat est peuplé d'actes illégaux et de décisions totalement contraires aux prescrits de la Constitution.

Par la création de cet organisme électoral illégitime, Jovenel Moïse affiche sa volonté d'ignorer les revendications de la grande majorité du peuple haïtien, dont de nombreuses institutions ont démontré clairement leur refus d'aller aux élections avec lui au pouvoir. Enfoncé dans son obstination à continuer dans cette voie, il n'a point tenu compte du refus des entités traditionnellement fournisseuses de membres aux Conseil électoral provisoire (CEP), tel que prévu par la Constitution de 1987 amendée, et observé religieusement dans le choix des conseillers électoraux ayant organisé et supervisé les élections qui se sont déroulées depuis la chute des Duvalier, y compris le scrutin qui a porté Jovenel Moïse au pouvoir. Ce dernier se comporte comme s'il bouche les oreilles pour ne pas entendre les cris de protestation qui montent de tous les coins du pays contre son projet d'élections, au risque même de plonger le pays dans une crise encore plus grave que celle dans laquelle il l'a enfoncé. C'est dans cette logique qu'il n'a point tenu compte de l'indifférence manifestée par la Cour de Cassation à l'égard de son CEP illégal, refusant de l'assermenter en guise de son rejet par rapport à la manière dont il est mis sur pied.

Toutefois, dans son entêtement forcené à rester au pouvoir avec le PHTK, Moïse continue sans désemparer sa stratégie électorale. Aussi, immédiatement après que son organe électoral eut été boudé par la plus haute instance judiciaire du pays, lui a-t-il donné l'investiture, lors d'une cérémonie spéciale tenue au Palais national. Un événement, au demeurant, hors de propos, car ordinairement reconnu sans effet avant que ne soit tenu le processus de prestation de serment de ses membres par devant la Cour de Cassation.

La tentative de Jovenel Moïse de faire prêter serment aux conseillers électoraux, auprès de la Cour de Cassation, a été précédée de déclarations des partis d'opposition, toutes tendances confondues, ainsi que quasiment toutes les organisations sociopolitiques, religieuses et de la société civile rejetant le Conseil électoral monté par le président haïtien. Tout cela démontre qu'il méprise souverainement les groupes de dissidents nationaux, ayant décidé de passer outre aux appels des uns et des autres à des élections justes, démocratiques et sincères lancés dans les coins et recoins du pays. Sans le moindre doute, pareille attitude du chef de l'État ouvre la porte grande à la violence de la part d'un peuple désormais impatient d'endurer trop longtemps l'indifférence à ses revendications de la part d'un pouvoir totalement rejeté.

Mais Jovenel Moïse a fait tant et si bien que la communauté internationale, longtemps identifiée à ceux qui tolèrent ses dérives et confortent ses décisions antinationales et anti-peuple, qui ne cessent de se multiplier, s'est prononcée ouvertement contre le scrutin que se propose d'organiser ce dernier. De toute évidence, si, fermant les oreilles aux dénonciations véhiculées par le peuple haïtien et les secteurs démocratiques, car comptant sur l'appui des ambassades étrangères, surtout de celle des États-Unis, il doit désormais se rendre à l'évidence qu'il ne peut plus miser ses espoirs sur l'ensemble de ces milieux.

En effet, dans une intervention sur les élections, au début du mois, lors d'une visite à Jacmel (dans le département du Sud-Est), l'ambassadeur de France en Haïti, José Gomez, a dénoncé la tenue d'élections de la manière dans les conditions envisagées par M. Moïse. Selon lui, les conditions ne sont pas réunies pour les favoriser. M. Gomez pense que les joutes électorales démocratiques et justes ne sont pas possibles quand les gangs armés tiennent le haut du pavé. « *On ne peut pas garantir de bonnes élections quand le territoire est contrôlé par des gangs* », a lancé le diplomate français. Évoquant des raisons techniques il a fait état de l'indisponibilité des listes électorales, qui ne sont pas dressées, ainsi que les cartes électorales, dont la compagnie allemande *Dermalog* est responsable de la production. Il insiste également que le respect des normes établies par la Constitution pour former le Conseil électoral soit un passage obligé. « *Il faut y arriver* », s'est-il écrié.

Par ailleurs, si la représentante adjointe de France auprès du Conseil de sécurité, à New York, dénonce, par-devant cette assemblée, le lundi 5 octobre, la politique générale de Jovenel Moïse, Mme Nathalie Broadhurst a critiqué vivement l'organisation des élections telles que souhaite les réaliser le président haïtien.

En effet, Mme Broadhurst a déclaré : « *Nous déplorons que toutes les initiatives de dialogue aient échoué depuis deux ans. Pourtant, la résolution de cette crise, nous le savons tous, ne pourra advenir qu'à l'issue d'un dialogue national inclusif entre toutes les forces politiques du pays, notamment avec l'opposition, la société civile et le secteur privé. Ce dialogue est indispensable pour garantir l'organisation crédible et transparente des prochaines échéances électorales et de la révision de la Constitution, si tel est le souhait des Haïtiens. La France exhorte le président Jovenel Moïse à être à la hauteur des circonstances pour mettre fin à cette situation de blocage* ».

De son côté, le député Maxine Waters, représentante de la Californie, au Congrès américain, et président du Comité des Services financiers, a adressé une lettre à l'ambassadeur américain en Haïti, Michele Sison, dans laquelle elle l'enjoint de prendre ses distances par rapport au scrutin que le président haïtien propose d'organiser. Et Mme Waters de souligner, à ce sujet : « *Je vous écris pour vous demander instamment d'utiliser votre expérience diplomatique considérable et votre influence auprès du gouvernement haïtien en vue de promouvoir le respect de l'État de droit et des droits de l'homme fondamentaux et de vous opposer à l'organisation d'élections en Haïti, jusqu'à ce que les attaques généralisées à motivation politique contre les détracteurs du gouvernement en Haïti aient cessé; que leurs auteurs aient été tenus responsables; qu'un Conseil électoral provisoire indépendant puisse être formé avec une large participation de la société civile, et conformément à la constitution haïtienne, et que tous les partis politiques, les parties prenantes, les organisations de la société civile et les citoyens haïtiens puissent participer aux élections sans crainte* ».

En clair, c'est peut-être la première fois que des entités étrangères aient exprimé des positions aussi fermes à l'égard du régime présidé par Jovenel Moïse. Dans la mesure où, chien couchant du Blanc, l'occupant du Palais national s'empresse toujours d'obéir à ses ordres, il y a fort à parier qu'il fera marche-arrière par rapport à son projet d'élections faites sur mesure.

Toutefois, il mise sur un soutien de son patron, à Washington, pour continuer à mener sa politique scélérate contre le peuple haïtien. Il croit possible un miracle électoral, le 3 novembre prochain, aux États-Unis, que son Blanc l'emportera sur son rival démocrate. D'ailleurs, ce dernier a déjà pris ses distances, par rapport au désordre organisé installé en Haïti. Alors, se sentira-t-il à son aise d'enfoncer la nation au fond du gouffre.

HAITI OBSERVATEUR

Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, N
Y 11435-6235Tél. (718) 812-2820

SUBSCRIPTION FORM
BULLETIN DE SOUSCRIPTION

Haïti
Haïti-Observateur
98, Avenue John Brown, Série étage
Port au prince, Haïti
TÉL (509) 223-0787 ou
(509) 223-0785

CANADA
Haïti-Observateur
Gerard Louis Jacques
514 321 6434
12 Holt OR Canada
12213 Joseph Cassavant
Montreal H3M2C7

EUROPE, AFRIQUE ET ASIE
Un service spécial est assuré à partir de Paris. L'intéressé doit s'adresser à:
Jean Claude Valmon
13 K Avenue Hoffmeline, Rt Rt Aprt. 44
93310 Le Pré ST. Gervais France
Tél. (33-1) 43-63-26-10

ÉTAT-UNIS
1 ère classe
☐ 48.00 $ US, pour six (6) mois
☐ 90.00 $ US, pour un (1) an

AFRIQUE ET ASIE
☐ 553.00 FF, pour six (6) mois
☐ 1005.00 FF, pour un (1) an

CARAÏBE ET AMÉRIQUE LATINE
1ère classe
☐ 973.00 US, pour six (6) mois
☐ 1760.00 US, pour un (1) an

EUROPE
☐ 73 EUROS, pour six (6) mois
☐ 125 EUROS, pour un (1) an
Par chèque ou mandat postal en francs français

Name/Nom
Company/Compagnie
Address/Adresse
City/ville State/Etat
Zip Code/Code Régional Country/Pays
Tous les abonnements sont payables d'avance par chèque ou mandat bancaire

Journal 14-21 octobre 2020.qxp_HO 10/14/20 3:10 AM Page 11

EDITORIAL

Tailor-made elections stumble over widespread condemnation

Although Jovenel Moses is slow to renounce publicly his wild dream of organizing custom-made elections, it is clearer that he has little chance of succeeding. Condemnation in Haiti of his action and denunciation by powerful international sectors of the initiatives he has put in place to that end complicate matters for the Haitian Head of State, who is trapped in his political madness. This whole thing could turn into a fatal adventure for him.

After expressing his intention to organize elections, without ever setting a deadline, Mr. Moïse got the ball rolling. First, he announced the creation of an electoral council. Not long after, he identified the nine members of his electoral body, strongly denounced by almost all sectors of national life. So radical is resistance to his election project, Mr. Moïse resorted to appointing the members of his electoral council without paying attention to the Constitution which mandates how they should be chosen. Meanwhile, civil society organizations which should contribute to the formation of the electoral ruling body refused to go along with the president. Thus, on top of his many illegal acts and decisions against the Basic Charter, Jovenel Moïse said Constition be damned. He's ruling as a dictator.

In creating his illegitimate electoral body, Jovenel Moïse ignores the demands of the majority of Haitians and of the institutions that have refused to participate in elections while he's in power. In his stubborn determination, he bypasses the requirements of the 1987 amended Constitution, in setting up the Provisional Electoral Council (CEP), which have been observed religiously since the fall of the Duvalier dictatorship. Even the election that brought him to power had followed the rules. Jovenel Moïse is deaf to the protests from all corners of the country denouncing his election project that could plunge the country into a crisis more serious than what it is currently experiencing. He even thumbed his nose at the "Court of Cassation," as Haiti's Supreme Court is called, which refused to swear in his CEP, a constitutional requirement.

Hell bent on keeping power, in accord with the PHTK, or *Bald-Headed,* party, the same day, Moïse set up his electoral commission, organizing a swearing-in ceremony at the National Palace. Incidentally that ceremony is irrelevant and of no effect because recognition of the Council is based on the swearing-in by the Supreme Court.

To be noted also, prior to Mr. Moïse's defiance of the Supreme Court, opposition parties of all stripes, as well as socio-political and religious organizations had issued statements rejecting the president's CEP. By his action, he demonstrates his sovereign contempt for national dissident groups which have called for fair, democratic, and sincere elections at all levels of public administration. Undoubtedly, the attitude of the Head of State opens the door widely to popular violence because the citizens have lost patience after enduring too long the indifference of the president to their just demands.

Having crossed the threshold of tolerance of certain high level officials of the international community, Jovenel Moïse can no longer count on those foreigners who, for too long, tolerated his excesses and supported his anti-national decisions. Now they declare their opposition to the elections, as proposed by President Moïse. While closing his ears to the denunciations of the Haitian people and of the democratic sectors, the Head of State must now realize that there are big cracks in the wall of international support he enjoyed so far via the foreign embassies in Port-au-Prince.

It all began in the beginning of the month during a visit of French Ambassador José Gomez to Jacmel, in Haiti's Southeastern department. In a speech, he denounced the elections, as envisaged by Mr. Moïse. Conditions, according to him, are not favorable to hold them. Mr. Gomez stated that democratic and fair electoral contests are not compatible with armed gangs. "Good elections cannot be guaranteed when the territory is controlled by gangs," said the French diplomat. Citing technical reasons also, he mentioned the lack of electoral lists, which have not been drawn up. On the other hand, there's the unavailability of electoral cards, which were to be produced by the German company *Dermalog.* He insisted that the norms established by the Constitution should be respected in the formation of the Electoral Council. There is no way bypassing that, he said, adding, "We have to do it."

In addition, the deputy representative of France to the Security Council in New York spoke on October 5 at the international deliberative body, denouncing in no uncertain terms the policies of Jovenel Moïse. Ms. Nathalie Broadhurst specifically criticized the organization of the elections as the Haitian president intends to impose them.

Here is what she said: "*We regret that all dialogue initiatives have failed over the past two years. Yet, as we all know, the resolution of this crisis can only come about through an inclusive national dialogue between all political forces in the country, including the opposition, civil society, and the private sector. This dialogue is essential to ensure the credible and transparent organization of the upcoming elections and the revision of the Constitution, if that is what Haitians want. France urges President Jovenel Moïse to rise to the occasion and put an end to this deadlock.*"

Now, let us turn to Congresswoman Maxine Waters, Representative of California's 43rd district to the U.S. Congress and Chairman of the Financial Services Committee, who sent a letter to the U.S. Ambassador to Haiti, Michele Sison, in which she urged her to distance herself from the election that the Haitian President proposes to organize. Ms. Waters states:

"*I write to urge you to use your considerable diplomatic experience and influence with the government of Haiti to promote respect for the rule of law and basic human rights and to oppose the organization of elections in Haiti until such time as the widespread politically motivated attacks against government critics in Haiti have ceased; the perpetrators have been held accountable; an independent Provisional Electoral Council can be formed with broad participation by civil society and in accordance with Haiti's constitution; and all political parties, stakeholders, civil society organizations, and Haitian citizens are able to participate in the elections without fear.*"

Clearly, this is perhaps the first time that foreign entities have expressed such strong positions towards the regime presided over by Jovenel Moïse. Insofar as the White man's lapdog in Haiti is always quick to obey his orders, it is highly likely that he will back down from his plan for the tailor-made elections. For these elections are failing, having stumbled against general condemnation, both in the country and in the international community, on which Mr. Moïse counts to carry out his scoundrel policies against the Haitian people.

Nevertheless, President Moïse is fervently praying for a miracle to occur in the upcoming November 3 elections in the United States, so that the candidate who has comforted him thus far in his illegal actions may win against his Democratic rival who has taken a stand against the organized mayhem in Haiti.

HAITI OBSERVATEUR

Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, N
Y 11435-6235Tél. (718)
812-2820

SUBSCRIPTION FORM
BULLETIN DE SOUSCRIPTION

Haïti
Haïti-Observateur
98, Avenue John Brown, Série éluge
Port au prince, Haïti
Tél. (509) 223-0787 ou
(509) 223-0785

CANADA
Haïti-Observateur
Gerard Louis Jacques
514 321 6434
12 Haïti OR Canada
12213 Joseph Cassavant
Montreal H3M2C7

EUROPE, AFRIQUE ET ASIE
Un service spécial est assuré à partir de Paris. L'intéressé doit s'adresser à:
Jean Claude Valbrun
13 K Avenue Faidherbe, Rt Rt Apt. 44
93310 Le Pre St. Gervais France
Tél. (33-1) 43-63-28-10

ÉTAT-UNIS
1 ère classe
☐ 48.00 $ US, pour six (6) mois
☐ 90.00 $ US, pour un (1) an

AFRIQUE ET ASIE
☐ 553.00 FF, pour six (6) mois
☐ 1005.00 FF, pour un (1) an

CARAÏBE ET AMÉRIQUE LATINE
1ère classe
☐ $73.00 US, pour six (6) mois
☐ $133.00 US, pour un (1) an

EUROPE
☐ 73 EUROS, pour six (6) mois
☐ 125 EUROS, pour un (1) an
Par chèque ou mandat postal en francs français

Name/Nom _____
Company/Compagnie _____
Address/Adresse _____
City/Ville _____ State/État _____
Zip Code/Code Régional _____ Country/Pays _____

Tous les abonnements sont payables d'avance par chèque ou mandat bancaire

Journal 14-21 octobre 2020.qxp_HO 10/14/20 3:10 AM Page 12

Le Diplomatique et le Canada – une analyse onto-structurale

Par Alcius J. Gérard Kennedy *

Bien saisir « *l'essence* » du Diplomatique canadien s'avère quelque chose de beaucoup plus complexe qu'il n'y paraît au premier abord. Pour la plupart des observateurs, le Canada représente un pays plutôt facile à déchiffrer sur le plan diplomatique : une activité diplomatique orientée vers la recherche de la paix et de la coopération, et ce, au travers entre autres de l'action des grandes institutions mondiales (ONU, OMC, etc.). Mais il ne faut pas se fier aux apparences, car l'Être du Diplomatique Canadien demeure un être déchiré, un être complexe, un être ambivalent et un être dédoublé dans son principe : l'être du diplomatique canadien possède certes de nombreuses vertus, mais il transporte sa zone d'ombre – une part de lui-même qu'il cherche désespérément à camoufler, aux yeux des autres comme à ses propres yeux.

Comme pour tous les États souverains, la naissance du Canada est la résultante d'un ensemble complexe de tractations diplomatiques, politiques, économiques, sociologiques et militaires : comme pour tous les États, diverses sources de violence directe et indirecte demeurent à la source de la constitution de l'État canadien. Il y a la violence exercée par la totalité des sociétés séculières sur les civilisations païennes qui peuplaient originellement cet immense territoire ; il y a la violence exercée par l'Angleterre afin de limiter les velléités d'expansion américaine ; il y a la violence exercée par la puissance tutélaire anglaise sur la colonie française et sur quelques autres tentatives européennes de s'accaparer de parcelles de terre en Amérique du Nord ; il y a la violence exercée par l'Angleterre sur diverses populations de souche européenne et autres (les Irlandais, les colons français, etc.) pour que ces dernières intègrent (et s'intègrent) graduellement dans la dynamique du Dominium britannique ; il y a la violence exercée par l'Angleterre pour stabiliser et renforcer la structure institutionnelle du Dominium, et ce, jusqu'à la constitution définitive du Canada en 1867.

Il faut donc comprendre que le Diplomatique canadien hérite, et ce, dès sa genèse, d'un système complexe et hiérarchisé de faisceaux métaphysiques qui en définiront la consistance spécifique : le faisceau métaphysique d'une civilisation séculière avancée qui serait foncièrement supérieure dans son principe aux civilisations païennes résidant sur le territoire (ceux que l'on surnommera les amérindiens) ; le faisceau métaphysique d'une civilisation européenne s'affirmant dans son principe même comme supérieure à toutes les autres civilisations existant sur terre et s'érigeant comme modèle absolu que toutes les autres sociétés devraient imiter (sud-américaine, africaine, asiatique, moyenne-orientale, etc.) ; le faisceau métaphysique d'une société européenne s'affichant non seulement comme victorieuse et comme créatrice du plus vaste empire jamais érigé, mais également comme le fait d'une société encore plus avancée que les autres sociétés européennes engagées dans l'aventure coloniale ; le faisceau métaphysique d'une société culturelle de nature «anglo-saxonne» transportant avec elle tous les caractères propres à ce type de construction sociale (démocratie parlementaire, système de la représentation politique, libéralisme économique, etc.).

Mais l'Être du Diplomatique canadien demeure dans son principe un être déchiré et dédoublé dans la mesure où l'État canadien, depuis les tous débuts de sa genèse, se présente comme écartelé entre l'expression d'un Ordre civilisationnel de type dominant et supérieur et la réalité d'une forme politique constitutionnelle (dominée) fragile, artificielle, fragmentée, défensive et subordonnée à la puissance tutélaire de l'Empire. Contrairement à la France, l'Allemagne ou les États-Unis, le Canada ne s'est pas construit par le biais de puissants mouvements sociaux et politiques de longue date constitués et habitant le territoire, par le biais de lourdes orientations politiques fermement ancrées et cristallisées dans la société ou encore de violentes révolutions idéologiques savamment orchestrées de l'intérieur par les forces vives de la nation : malgré le fait constant d'une action intérieure continue sur le destin politique du pays, le Canada demeure largement la résultante de décisions prises à Londres ou de décrets directement inspirés de la Maison Mère, réalisés par des exécutants locaux puis entérinés de nouveau par les autorités britanniques officielles. D'où le côté artificiel d'un découpage territorial démesuré s'assimilant de vastes territoires si peu peuplés au départ et nullement « *façonnés*» par des populations locales de souche anglo-saxonne ou européenne. Le Canada : un être fragile, artificiel, dépendant et limité érigé sur le fait d'une culture dominante soi-disant porteuse d'une gigantesque mission civilisatrice sur la planète.

Il s'agit là, évidemment, de la première pierre sur laquelle s'est érigée la structure foncière du système diplomatique canadien … une première strate sur laquelle viendront se greffer d'autres strates ultérieures correspondant aux faisceaux métaphysiques plus contemporains ayant donné forme au Diplomatique canadien. Des médiations plus contemporaines et qui viendront en effet compléter la structure ontologique de l'être canadien et du système diplomatique qui en découle : la très déterminante relation constitutive obligée avec le géant américain – relation ambivalente et contradictoire ; la relation prégnante, mais dérivée avec le composé anglo-saxon ; la relation constructive, mais subordonnée avec les organismes et les institutions internationales ; la relation culturelle avancée avec les forces constitutives de la modernité séculière occidentale puis mondiale.

Dans un premier temps, on ne peut passer sous silence le poids écrasant du géant américain sur le Diplomatique canadien : la consistance du phénomène américain et ce, depuis sa constitution même, pénètre de manière marquée et insistante la totalité de la teneur de la fibre canadienne. Les causes de cette pénétration prononcée sont évidemment multiples, de la puissance inouïe possédée par les États-Unis après la Deuxième Guerre mondiale à la position géographique déterminante de ce pays pour le Canada, de l'impact économique sur le Canada de ce gigantesque marché florissant à l'influence culturelle multidimensionnelle qu'il exerce «naturellement» sur le Canada, des rapprochements idéologiques, politiques et culturels des États-Unis avec le Canada à l'intégration forcée de notre pays dans l'ensemble nord-américain durant la guerre froide Toute cette interpénétration fondamentale entre l'être canadien et l'être américain n'a pas empêché au Canada d'essayer, tant et tant de fois, de prendre ses distances et de s'éloigner des positions ou actions diplomatiques prises par le géant américain : aussi bien parce que le Canada porte en lui des valeurs et des marqueurs de société en partie différents de ceux véhiculés par les États-Unis, que parce qu'il n'est pas de réaction plus naturelle, pour qui se voit de la sorte 'submergé' par un voisin si envahissant, d'essayer de se distinguer et de se forger une identité singulière.

Dans un deuxième temps, il faut toujours retremper les grandes tangentes diplomatiques canadiennes dans le composé anglo-saxon d'ensemble sur lequel elles puisent depuis les origines du Canada leur substance et leur inspiration. Avec l'être britannique comme pivot et comme phare, le Canada n'a jamais cessé d'appartenir, comme les États-Unis d'ailleurs, à cette communauté politique et culturelle composée des nations démocratiques avancées de souche et d'inspiration anglo-saxonne – un réseau intégré d'États-Nations d'allégeance « *anglo-saxonne* » et qui conserve encore aujourd'hui son unité métaphysique spécifique : L'Angleterre, les États-Unis, le Canada, l'Australie, la Nouvelle-Zélande. Dans les domaines clés du renseignement, de la défense et du Diplomatique Lourd, ce réseau serré d'États souverains continue d'afficher une cohésion que rien ne semble pouvoir ébranler (par rapport à l'expansionnisme chinois par exemple).

Dans un troisième temps, il n'est pas surprenant de voir le Canada participer pleinement à la construction et à la fortification de toutes les grandes institutions internationales engagées dans l'édification de la paix, dans le renforcement de la coopération, dans les mécanismes de régulation et dans les programmes ciblés de développement dans le monde : l'ONU, l'OMS, l'OMC, etc. Nul doute qu'il est dans la «*nature* » du système canadien (démocratie, coopération, mission humanitaire, etc.) de favoriser partout sur la planète le déploiement et l'influence de divers organismes internationaux œuvrant à la paix et à la coopération entre nations et nul doute qu'il est également dans « *l'intérêt* » du Canada de participer activement aux multiples initiatives prises par ces divers organismes. Mais il ne faut pas être naïf et comprendre qu'il est également gagnant, pour une puissance comme le Canada, mais « *stratégiquement* » parlant cette fois-ci, que puisse croître allégrement la force et le rayonnement de tous ces organes internationaux plus ou moins institutionnalisés/la croissance de ces organismes permet en effet au Canada de diluer le pouvoir des superpuissances et d'augmenter directement ou indirectement l'influence qu'il exerce de par le monde. Finalement il n'est pas question d'ignorer que l'élargissement du travail des organisations internationales permet également au Canada de pratiquer une activité diplomatique de réseau, de coulisse, de persuasion suggestive, d'influence indirecte, de tractation cachée – soit une activité diplomatique quelquefois douteuse, tortueuse et régressive.

Dans un quatrième temps, il faut souligner la relation déterminante que le Canada entretient, en tant qu'un des pays les plus ouverts de la planète, avec les forces vives de la modernité culturelle, technoscientifique et institutionnelle. Un facteur décisif dans la mesure où il colore de manière significative la teneur des actions diplomatiques décidées par le Canada : le Canada se situe en plein cœur de la postmodernité culturelle à tous les niveaux … la nation a donc tendance à nouer des liens privilégiés avec toutes les nations fortement engagées dans l'aventure postmoderne ou si l'on veut être plus précis avec toutes les nations lourdement inscrites dans le mouvement de désacralisation et de sécularisation du monde. Que ce soit via son réseau de compagnies nationales et multinationales œuvrant sur plusieurs continents, que ce soit via les relations bilatérales incessantes que les diverses communautés peuplant le Canada entretiennent avec leur pays d'origine, que ce soit via son réseau d'universités totalement «branchées» sur les instituts de savoir les plus avancés qui soient, que ce soit sur ses liens approfondis avec tous les mouvements sociaux et politiques dits «progressistes» existant sur la planète … le Canada se voit constamment traversé par des influences multiformes qui ne cessent de définir et d'infléchir son action diplomatique.

Finalement, à ce système de «densification diplomatique» complexe dont nous avons brièvement tenté de cerner la «structure ontologique», il faudrait ajouter une couche plus conjoncturelle/structurelle, soit la série infinie des actions diplomatiques de toute nature mise en œuvre par les différents gouvernements et acteurs politiques – des séries contextualisées de faisceaux relationnels multiformes dont la récurrence et l'imbrication n'ont jamais cessé d'orienter et de colorer la nature qualitative du

Suite en page 13

Journal 14-21 octobre 2020.qxp_HO 10/14/20 3:10 AM Page 13

Le Diplomatique et le Canada – une analyse onto-structurale

Suite de la page 12

Diplomatique Canadien : des séries et des séquences déclenchées essentiellement dans le but d'accroître son pouvoir d'influence, de renforcer et d'intensifier ses capacités d'intervention à l'international, de dissoudre et d'atténuer la prégnance et le poids écrasant des États-Unis et des superpuissances sur les décisions ou initiatives canadiennes, d'élargir la portée des actions diplomatiques canadiennes dans le monde, de densifier la substance ontique de l'être diplomatique canadien.

Mais les séries et les séquences auxquelles il est ici fait référence, depuis la Seconde Guerre pour donner un point de repère, ne furent jamais le fruit de décisions hasardeuses et irrationnelles, malgré le fait de conjonctures parfois très difficiles et polarisées/polarisantes. Toujours, en effet, c'est à partir des fondations onto-structurelles définissant son être propre qu'ont été prises les initiatives et décisions diplomatiques canadiennes : on ne peut renier sa nature profonde. On ne peut en effet renier sa nature profonde même si cette nature originelle nous plonge parfois dans des déchirements et des contradictions à la limite du soutenable. Tel est l'être du diplomatique canadien – un être plutôt lumineux, mais qui ne peut faire l'économie des zones d'ombre qui en assombrissent le rayonnement : accroître son pouvoir et son influence certes, mais selon quelles finalités au juste ?

Premièrement, le Canada défend depuis ses origines une ligne diplomatique de consistance séculière : il faut bien le comprendre, car cela emporte de multiples conséquences trop souvent oubliées par les analystes. Il s'agit là d'un objectif en apparence inattaquable, mais qui pourra induire des conséquences divergentes par rapport aux volontés affirmées : car trop insister sur la prédominance séculière absolue d'une civilisation peut facilement conduire à des actes de destruction plus ou moins systématique des civilisations païennes habitant le territoire national (comme les amérindiens il va s'en dire). Imposer la domination légale/ rationnelle d'un État de droit sur un territoire aussi vaste que le Canada, alors que certaines parties du territoire demeurent essentiellement habitées par des cultures non compatibles avec le régime ou le mode séculier, ne peut que mener à l'extinction forcée de toutes les cultures baignant toujours dans le paganisme. Le paganisme est incompatible avec les espaces/temps politiques dessinés par le séculier.

Deuxièmement, le Canada défend résolument une ligne diplomatique spontanément calquée et inspirée de sa nature intime profonde et des principes universels dont il est l'héritier : promouvoir partout les droits de l'homme, la démocratie, l'État de droit, la paix, la liberté à tous les niveaux. Ceci est en apparence très louable, mais peut parfois mener à des actions incongrues ou dont les résultants pourront s'avérer contradictoires avec les finalités recherchées, surtout lorsqu'il s'agit d'impératifs appelés à se conjuguer avec d'autres impératifs faisant partie intégrante de l'être diplomatique canadien. Défendre la liberté d'entreprise en tant que droit fondamental et défendre en même temps l'action régressive de certaines entreprises canadiennes à l'étranger peut parfois devenir un exercice d'équilibriste qui risque d'annihiler la dimension « *noble* » de ce que l'on prétend défendre – pourtant le Canada, imbu de la « *sagesse des nations* », devrait savoir que la richesse tirée de la spoliation de terres étrangères ne profite jamais à la nation concernée. Ou encore superposer mécaniquement des institutions de nature démocratique sur des sociétés incapables de les accueillir peut parfois mener à des monstruosités ou encore à des situations conflictuelles interminables et irrésolubles – comme en Haïti, en Irak ou en Afghanistan par exemple. On pourrait poursuivre la liste …

Troisièmement le Canada défend résolument une ligne diplomatique très anglo-saxonne, une lignée aux saveurs très dominantes (voire d'ordre supérieur) – soit le fait d'une civilisation aux prétentions universalistes, d'une civilisation investie d'une mission civilisatrice globale, d'une civilisation possédant une supériorité incontestable sur toutes les autres civilisations existantes : le Canada n'a jamais pu se défaire de ce complexe peu louable et plutôt embarrassant, conférant à plusieurs de ses missions diplomatiques une teinte définitivement raciste ou suprématiste, et ce, malgré toutes les tentatives pour camoufler cette dimension peu avouable de sa personnalité diplomatique (s'agissant des interventions diplomatiques canadiennes en Afrique et en Amérique du Sud notamment – dans les domaines de l'aide humanitaire et du développement). On ne peut s'empêcher de penser au travail de plusieurs ONG canadiennes, incapables de se départir de leurs certitudes en la supériorité de la société canadienne relativement à leur action humanitaire dans les sociétés «*peu avancées* » et « *peu développées* ». Certaines de ces ONG ont même été violemment éjectées des sociétés dans lesquelles elles s'étaient déployées, par des populations se sentant à juste titre diminuées par le regard des coopérants occidentaux engagés dans l'aventure.

Quatrièmement et parce qu'il n'est pas une puissance militaire majeure, le Canada se retrouve dans une position structurale qui rend difficile l'appréciation véritable de ses initiatives diplomatiques et politiques : en effet et si la coopération et la recherche de la paix demeurent des valeurs phares intangibles susceptibles de guider les choix diplomatiques canadiens, plusieurs vecteurs de force convergente à imprimer au Canada une lignée diplomatique de nature « *modérée et réaliste* ». Dans un monde submergé par de puissants noyaux de force divergents et où l'on désire promouvoir ses valeurs, il est certain que c'est l'option diplomatique «réaliste» qui s'impose avec le plus d'acuité et d'évidence ; mais il est aussi dans l'intérêt direct du Canada de maintenir une ligne diplomatique «réaliste» dans la mesure où c'est là la meilleure façon d'assurer la promotion élargie de ses intérêts nationaux les plus stricts ; et il s'avère également que c'est la position «réaliste» qui se présente comme la plus performante stratégiquement lorsque l'on se retrouve «coincé» entre plusieurs appareils militaires et politiques aussi différents, mais très puissants.

En somme il n'est pas toujours certain que la position modérée et réaliste qu'affiche habituellement le Canada dans ses relations diplomatiques soit toujours l'expression authentique d'une promotion et d'une sauvegarde des valeurs fortes et universelles dont se targue de défendre ce pays : une position commode et qui peut dissimuler bien des compromis douteux, bien des faux engagements non avoués, bien des partis pris mal assumés, bien des alliances tactiques pas du tout vertueuses, bien des tractations de coulisse ne respectant aucune ligne éthique, bien des actions aux motifs moraux et politiques peu louables, bien des tentatives d'atteindre de manière indirecte des objectifs impossibles à avouer ouvertement … La prudence, la modération et le réalisme ne constituent pas automatiquement et aveuglément, en diplomatie, des modalités d'action et d'intervention nobles et sapientiales. La relation du Canada avec cette super puissance qu'est devenue la Chine illustre parfaitement le fait, coté Canada, d'une action diplomatique très complexe et qui transporte en elle toutes les contradictions et toutes les ambigüités pouvant définir une stratégie diplomatique incertaine d'elle-même : séduire, feindre de se soumettre, s'insérer dans des alliances contextuelles destinées à cerner la partie adverse, encercler son ennemi via des montages multilatéraux, afficher une résistance passive, exprimer ouvertement des velléités de révolte plus ou moins assumées, exprimer une détermination fallacieuse, se prévaloir d'une authenticité factice, camoufler ses intérêts dans le but de s'octroyer une position morale supérieure … les nuances ontogénétiques définissant le Diplomatique Canadien dans ses relations avec la Chine deviennent si complexes à suivre qu'on se demande vraiment si une lignée politique franche, authentique et distincte inspire toujours l'action diplomatique canadienne dans ce dossier – des feintes, des ruses et des stratagèmes mensongers qui ne servent pas toujours l'intérêt supérieur du Canada. Le dossier de la dirigeante chinoise …arrêtée par le Canada récemment, en vue d'une extradition vers les États-Unis, illustre parfaitement tous les méandres et les atermoiements de la diplomatie canadienne.

L'ambivalence et l'ambigüité ont également caractérisé les relations diplomatiques du Canada avec son voisin américain dans les domaines de la sécurité et de la défense notamment : un transfert de coût et de responsabilité, désiré catégoriquement par les Américains pendant la totalité de la guerre froide, mais qui a engendré coté canadien un réflexe de « *déficience immunitaire* » lorsque question d'assumer pleinement sa sécurité sur le plan international. La situation était en effet très sérieux et devant les risques d'une invasion du Canada par l'Union Soviétique, il s'imposait pour les États-Unis, détenteur de l'armement nécessaire, de prendre en charge une part essentielle de la sécurité du continent nord-américain : un état de fait qui permit au Canada, tout en jouant à fond la carte du pays allié pacifique, de se donner une identité propre tout en atténuant les volontés d'expansion potentielles de l'URSS vers ses frontières (le Canada comme pays médiateur et qui cherche à désamorcer le conflit entre les États-Unis et l'URSS). Une problématique encore vivante dans la mesure où le président Obama, un démocrate pourtant peu belliqueux, est venu rappeler au Canada son manque d'engagement récurrent relativement aux coûts afférents à sa propre défense (son discours devant la Chambre des Communes).

On pourrait également réfléchir, en nous référant toujours à la grille d'analyse que nous venons d'élaborer, aux complexités associées à la volonté du Canada de se tailler une place au Conseil élargi de Sécurité de l'ONU. L'écrasante majorité des pays de la planète, essentiellement, perçoivent le Canada comme un pays pacifique cherchant sincèrement à créer des liens de confiance et de coopération avec tous les pays avec lesquels il noue des relations : c'est vrai, mais un certain nombre de vecteurs viennent quand même limiter la profondeur des liens qu'un grand nombre de pays désirent entretenir avec le Canada. En effet la composante un peu trop « *anglo-saxonne* » dont participe l'être canadien, l'inflexion un peu trop « *libéralisme capitalistique* » qui a façonné cet être ainsi que l'empreinte un peu trop « *société investie d'une mission civilisatrice* » dont ne peut se défaire l'être canadien … induit chez nombre de pays dits « *non alignés* » une certaine méfiance à l'égard du Diplomatique canadien. Et si les choix diplomatiques du gouvernement **Harper** n'ont pas aidé relativement à cette image trop «*impériale et occidentale* » du composé canadien, l'arrivée au pouvoir du gouvernement de Justin Trudeau n'a pas réussi à rallier à sa cause les pays non alignés : la Norvège, le Portugal et d'autres pays possèdent eux les véritables qualités ontiques susceptibles d'engendrer la confiance nécessaire. Même l'Allemagne a parfois su donner au monde une image d'elle-même plus réellement « *neutre* » que le Canada.

On pourrait également se pencher sur le dossier du Grand Nord et des velléités hégémo-

Suite en page 14

Journal 14-21 octobre 2020.qxp_HO 10/14/20 3:10 AM Page 14

Le Diplomatique et le Canada – une analyse onto-structurale

Suite de la page 13

de la Russie dans cette zone … et des difficultés pour le Canada, compte tenu de sa « *nature* », de sa « *dynamique stratégique* » et de sa « *position structurale* », d'asseoir une action diplomatique claire et distincte : à nouveau un jeu d'acrobate et d'équilibriste très subtil. Face aux initiatives très agressives de la Russie dans la zone arctique, et sous l'égide des États-Unis eux-mêmes, confrontés au défi que pose la Russie dans cette région, le Canada s'est réfugié allégrement dans un multilatéralisme commode afin de faire valoir ses intérêts dans cette zone saturée d'enjeux stratégiques majeurs : le passage du Nord Ouest, les ressources gazières et pétrolières, la sécurité et la défense, les systèmes de télécommunications, les ressources marines et sous-marines, etc. Encore une fois le Canada, face à un pays aussi puissant militairement que la Russie, se retrouve dans une position défensive – une position structurale spécifique et qui n'offre au Canada pas beaucoup d'autres choix diplomatiques que de défendre une position de principe largement déterminée (respect du droit international, partage des ressources en fonction des principes du droit international, accord global entre partenaires riverains dans le cadre d'une convention collective négociée, etc.), que de s'engager dans une dynamique stratégique induite (intégrer tous les partenaires concernés dans une convention internationale reconnue, une convention internationale la plus contraignante possible pour toutes les parties, une convention multilatérale qui serait ensuite entérinée par toutes les instances internationales afin de lui conférer le plus de poids symbolique que possible, etc.), que de persévérer dans son travail diplomatique «underground», auprès de tous les pays engagés, mais de manière différentielle, afin d'en arriver à créer un système complexe d'équilibre des forces susceptible d'octroyer, en bout de parcours, des droits et des pouvoirs semblables à tous les participants à la négociation.

Le Canada : un pays dont il est très difficile d'analyser avec certitude les visées diplomatiques tellement se confondent et se mélangent, en chacune des interventions diplomatiques du Canada sur la scène internationale, une mystérieuse mixture chargée d'incertitude dans laquelle coexistent synthétiquement à la fois l'essence et la nature intime de l'être canadien, les inflexions induites par la position structurale du Canada dans l'échiquier international, les intérêts stratégiques du Canada, les rapports de force conjoncturels et structurels engagés … Le Canada se présente-t-il comme l'auteur authentique de valeurs universelles non négociables ou bien représente-t-il davantage le fait d'un acteur coupable de coups tactiques et stratégiques peu scrupuleux destinés seulement à accroître sa puissance et à faire valoir ses intérêts les plus immédiats et les plus séculiers : les deux à la fois et ce, d'une manière si inextricable qu'il semble bien impossible de faire le départage.

* Alcius J. Gérard Kennedy, Ph.D

To rebuild a kindergarten destroyed by hurricane

Réunion Sportive d'Haïti is looking for tax-deductible donations to rebuild a Kindergarten destroyed by Hurricane Matthew, to provide early education to vulnerable children.

Nelson Mandela said, *"Education is the most powerful weapon which you can use to change the world. The power of education extends beyond the development of skills we need for economic success. It can contribute to nation-building and reconciliation."* In addition, *"Education enables children to exploit their similarities and common goals, while appreciating the strength in their diversity."* He continued, *"There can be no keener revelation of a society's soul than the way in which it treats its children."*

So today, **Réunion Sportive d'Haïti,** a non-profit organization, dedicated to the well-being of children, is seeking donations for a ***Kindergarten Project in Roche-Jabouin,*** near Port-Salut, in Haiti's Southern Department. Your donation will provide access to early education for children to learn essential social, emotional, and studying skills. This organization will also provide school supplies and pay the teachers' salaries for two years. In the process, you will be helping the organization provide a child-friendly education in a safe facility where the human dignity of the child is fully respected.

While the school is being built, the children attend class in the open.

In October 2016, Hurricane Matthew, a category 4 storm, hit the village of ***Roche-Jabouin*** and destroyed its only Kindergarten. Since then, the children have no access to adequate facility for their early education. The Kindergarten classes are taking place under a makeshift house that is unsafe for conducting classes for the children. When it rains, the floor is flooded, resulting in cancellation of classes, forcing the children to lose several days of schooling. Moreover, the children have no access to a library, and most often, there is no book at home to read. This explains why the literacy rate for children in the village is poor, further exacerbated by poverty and the lack of socio-economic development activities.

Education of children of ages 3 to 6 is paramount to their cognitive development. **Réunion Sportive** recognizes that academic success of these children in later years depends heavily upon their kindergarten readiness. The first few years of education and preparedness are the most crucial to establishing a solid foundation from which children can adapt to school systems and learn successfully. Based on studies about child development, during this period, children develop primary skills that form the foundation to reading, counting, and social interaction. **Réunion Sportive's *Kindergarten Project*** will improve the chances of these children to succeed in school and generally in life, by providing them with a comprehensive early childhood education in a safe environment.

Founded in 2010, **Réunion Sportive d'Haïti** is a 501(c)(3) organization based in Maryland and its mission is to build skills, characters, and communities through sports and education, and to promote the well-being of disadvantaged children so they can reach their full potential in society. Since its creation, the organization has built sanitation facilities, clean water programs, and primary schools in impoverished communities in Haiti. Each summer, for the past 10 years, **Réunion Sportive** has organized Summer Sports, Feeding, and Reading Camps designed to assist in the holistic development of children, aiding them academically, and reinforcing their life skills. Through these social programs, the organization has served nearly 50,000 hot meals a year and distributed over 80,000 pieces of sports equipment in the last decade, thousands of educational materials, and 5,000 solar lamps to schoolchildren living in villages deprived of electricity. It is heartening that as of now, more than 19,000 at-risk youths and vulnerable children have benefited from the comprehensive social programs that have been furnished.

Buildint the school in underway. Hope help will come soon to help finish it quickly.

For more information about **Réunion Sportive,** visit its website at **www.rshaiti.org.** And thank you in advance for your generosity in making the world a better place, one small community, at a time, just like ***Roche-Jabouin***. You can help by going to the **gofundme** page at https://www.gofundme.com/f/kindergarten-project-for-vulnerable-children. Also, your tax deductible donations can be made on the website of the organization: www.rshaiti.org.

Jean-Michel Voltaire,
Chairman,
at jmvoltaire2017@gmail.com

Journal 14-21 octobre 2020.qxp_HO 10/14/20 3:10 AM Page 15

Riverside
LANGUAGE PROGRAM

Free English Language Classes!

Improve Your English Fast!

早く英語を上達させる

Améliorez votre anglais rapidement Улучшите свой английский быстро

The silence of the US Attorney General on the Militia Group's plot against the Michigan Governor is troubling and dangerous

By Emmanuel Roy *

President Donald Trump has done more damage to the United States in a short period than any enemy, foreign or domestic, could have done in a hundred years. These damages were not done only by Trump. He has had many accomplices, one of whom is his most powerful and vocal

Attorney General William Barr. He could have been a check on the president's illegal and unethical behavior, but he espouses the same cynical view of government as Mr. Trump and encourages the latter's darkest instincts. In fact, he has turned the Justice Department into a private law firm with only one client: Donald J. Trump.

During Congressional hearings before the House of Representatives' Judiciary Committee, his combative behavior demonstrated his willingness to advance Trump's political interests, regardless of legality or ethics.

Barr is unapologetically supportive of Trump's political agenda. He behaves as a Trumpist warrior rather than an independent law enforcement officer whose constitutional duty is to protect this country from the enemy within and without. His failure to hold a press conference to address the White extremist militia's plot to kidnap and kill a sitting governor is not only troubling but represents a great danger to our democratic principles.

Last Thursday, October 8, agents of the Federal Bureau of Investigation (FBI) and members of the State police in Michigan arrested 13 White extremist militiamen who planned to kidnap Governor Gretchen Whitmer of Michigan, set up a bogus trial before executing her. The self-styled militiamen, known as the "Wolverine Watchmen," had raised concerns among local enforcement officials and the FBI earlier this year when the group showed up at Michigan's state capitol armed with AR-15 style rifles during a protest against the governor's decision to close businesses at the onset of the Coronavirus pandemic. Law-enforcement officials and civic groups are concerned that similar private militia groups may turn up at polling sites on Election Day to intimidate voters.

When an arrest is made in such a high-profile case, the Attorney General would have been briefed daily on the investigation and appraised of the pending arrest. Following the arrest, the AG would have held a press conference accompanied by local law enforcement officials and FBI agents to announce the arrest and make it clear that such lawlessness will not be tolerated. In this case, William Barr was nowhere to be found, a serious breach of protocol, considering that the target was a high profile public official. Nevertheless, it is understandable because both Trump and Barr have been using dog whistles to encourage such lawlessness. To add insult to injury, on the day of the arrest, President Trump took to twitter to attack Governor Whitmer.

The president's racist behavior and those of his enablers have contributed to the rise of White extremists, leading to this plot to assassinate a sitting Democratic governor. It is disconcerting when the Number One law enforcement officer in the country seems to suggest that it is perfectly normal for citizens to resort to violence when they disagree with their political leaders. However, in the United States, there is an enduring democratic principle concerning citizens' rights in dealing with their leadership. When people disagree with their political leaders' policies, the only way to fight back is via the ballot box, they are voted out. Engaging in armed conflict or violence is an existential threat to democracy and counterproductive to a peaceful existence.

Trump and Barr seem to be oblivious to the danger of their rhetoric. Since his ascendancy to the White House, Trump has encouraged racism to a level never seen before. He repeatedly failed to condemn the racist behaviors of many police officers. He refused to disavow White supremacists, anarchists, and radicals, even when he was given a chance to do so at the first presidential debate with former Vice-President Joseph "Joe" Biden. During a Neo Nazi and White supremacist protesters in Charlottesville, Va., he called them "very fine people." His rhetoric against Democratic governors, especially Governor Whitmer, has simply enflamed the violent nature of some of his most ardent supporters.

Trump is a dangerous demagogue who uses *ad baculum* to silence legitimate opposition. He does so by threatening his opponents with mean tweets, name-calling, and harassment by violent mobs, and refusal to condemn violence conducted in his name. The militia's plot to kidnap the governor, someone that Trump has publicly vilified and called an enemy of "good people," is an example of how dangerous the use of threats and appeals to fear can become reality. The Attorney General's silence in this case underscores the fear that many people express that should Trump lose the upcoming election, the transfer of power will not be peaceful.

This fear is reasonable, considering that last week, Donald Trump's acting Homeland security chief Chad Wolf acknowledged for the first time that White supremacist extremists "played a role in this year's urban violence in the United States." This statement is a revision of the "administration's public descriptions of the political motivations of violent protesters." Initially, Wolf attributed the violence in Portland, Oregon, to "violent opportunists," but, in last week's revision of the report, entitled the "State of the Homeland," he attributed the violence to "White Supremacists" and "anarchist extremists." That was the first time he mentioned "White Supremacists." This demonstrates the administration's unwillingness to enforce the law and denounce violence committed by White extremists.

Since his appointment as Trump's top cop in February 2019, William Barr's actions suggest that he is quite comfortable in being the President's defender and "Enforcer-in-chief." He displays the same conspiratorial and cynical view of government bureaucracy that some people have. His statement during a recent speech explains his dangerous behavior when he failed to address the plot to kill Governor Whitmer.

"Name one successful organization or institution where the lowest level employees' decisions are deemed sacrosanct, there aren't," Barr said of alleged unhappiness within the Department of Justice among the rank-and-file. He added, "*There aren't any letting the most junior members set the agenda. It might be a good philosophy for a Montessori preschool, but it is no way to run a federal agency."*

**Manny@HaitiObservateur.com*

Journal 14-21 octobre 2020.qxp_HO 10/14/20 3:10 AM Page 16

NOUVELLES BRĒVES

Un autre assassinat politique à Port-au-Prince; coup d'État raté aux États-Unis

C'est avant-hier soir, lundi 12 octobre, que le garde du corps de Youri Latortue a été assassiné, dans le voisinage du bureau de l'ex-sénateur dont le mandat a été amputé, illégalement, de deux ans, au mois de janvier dernier, par le président Jovenel Moïse.

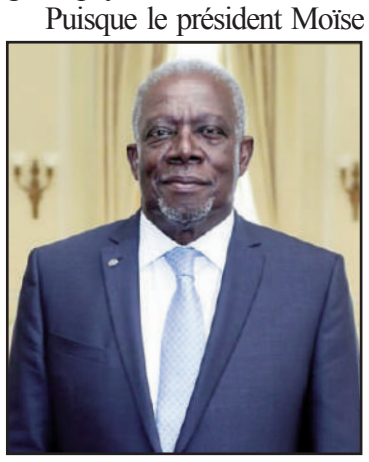
En effet, Diogène Elias Eric, dit Rico, a été victime d'une rafale de balles, à Delmas 64, de deux assaillants circulant à moto. Avant d'arriver à l'hôpital, il a rendu l'âme. De l'hôpital étant, où il a été contacté par le quotidien *Le Nouvelliste,* ce même soir, M. Latortue a déclaré qu'il était au chevet de Diesel, ainsi nommé, un autre employé de l'ex-sénateur, touché aussi de projectiles, mais apparemment hors de danger. Il devait, selon M. Larortue, subir une opération chirurgicale.

Commentant l'attentat qui a causé la mort de Rico, blessant Diesel, l'ex-sénateur a dit: «*C'est une exécution. C'est un assassinat crapuleux* ». Cet incident s'est produit dix minutes après le départ de M. Latortue du bureau faisant dire qu'iI l'a échappé bel, juste à temps. Sans doute, c'était lui la victime visée.

Dans l'Haïti du PHTK, l'impunité étant la règle générale, surtout quand on est en mission d'en hauts lieux, on ne saura guère l'identité des tueurs à gages, encore moins les « *auteurs intellectuels* » de l' « *exécution* » dont parle l'ex-sénateur. Mais l'on peut quand même souligner que M. Latortue s'est fait des ennemis en hauts lieux, surtout à cause du travail accompli, depuis belle lurette, quand il dirigeait la Commission éthique et anti-corruption du Sénat, et qu'il avait découvert le scandale PetroCaribe, savoir les milliards de dollars volatilisés du fonds alimenté par les profits réalisés de l'écoulement des produits pétroliers vénézuéliens de 2008 à 2016 sur le marché local.

Depuis, la Cour supérieure des comptes et du Contentieux administratif (CSC/CA) a, dans trois rapports exhaustifs, corroboré les enquêtes des deux commissions du Sénat (Latortue et Beauplan) allant jusqu'à souligner l'implication des compagnies de l'homme d'affaires Jovenel Moïse, ingénieur d'occasion, en sus d'être «*L'homme Banane* », dans le vol organisé pour soustraire les milliards de la caisse publique qui auraient pu changer l'image du pays.

Puisque le président Moïse



Hervé Denis, ambsssadeur d'Haïti à Washington, transféré à Tokio.

se fait le défenseur intraitable des « *voleurs officiels* », jurant qu'il n'y aura pas de « *procès PetroCaribe* », il est, sans doute, parmi les « *ennemis* » de l'ex-sénateur Latortue. D'ailleurs, récemment, les « *enquêteurs* » du « *chef suprême* » n'ont-ils pas voulu faire la leçon à l'ex-sénateur, sans succès, dans le dossier des prêts de l'ONA ?

Alors, contre les durs, qu'on ne peut pas humilier ou assujétir, on recourt à d'autres armes, assurant leur silence total. Dans cette optique, cette opération d' « *execution* » lundi soir n'est que le commencement des douleurs pour l'ex-sénateur Latortue et bien d'autres dans l'Haïti de Jovenel Moïse devenu un vaste abattoir, selon les statistiques publiés sur les réseaux sociaux. « *Tant va la cruche à l'eau qu'à la fin elle se casse* » selon le dicton français. Mais les proverbes de notre savoureux créole sont aussi de mise dans la situation que confronte le pays : « *Youn jou pou chasè, youn jou pou jibye* ». Sans oublier que « *Sa w swete pou bèlmè w, se manman w li rive*».

***Qui aurait dit que la formule « coup d'État » serait à la mode aux États-Unis, « bastion de la démocratie ? »** La nouvelle est tombée comme un couperet jeudi dernier, 8 octobre. Le Bureau fédéral d'investigtions (FBI) a annoncé que ses agents, de concert avec des policiers locaux, ont procédé à l'arrestation de 6 individus impliqués dans un «*complot* » visant l'arrestation, un jugement sommaire, suivi de l'exécution de la gouverneure de l'État du Michigan, Gretchen Whitmer, accusée d'assumer les pleins pouvoirs dans la gestion de la pandémie COVID-19 affectant l'économie.

On notera qu'outre les six premiers arrêtés, on arrêta sept autres par la suite, dont 13 détenus au total. Parmi les premiers, on signalera deux frères, William et Michael Null, 38 ans, qui sont les concepteurs du groupe dit « *Wolverine Watchmen* », qui avait envahi, le 17 septembre dernier, l'immeuble abritant le Parlement de l'État du Michigan, dans la ville de Lansing. Armés de fusils AR-15, ils voulaient alors obtenir des parlementaires une loi pour freiner la gouverneure qui était trop sévère, selon eux, dans ses prises de position contre la propagation du virus mortel qu'est le coronavirus.

Depuis cette affaire au Parlement à Lansing, les agents de l'ordre les tenaient sous surveillance sans qu'il en sachent rien. Ā souligner aussi que ces messieurs, qui sont des extrémistes blancs, se gargarisant de leur supériorité raciale, se disant des adeptes du président Donald Trump qui, lui aussi, s'opposait aux gouverneurs, surtout des démocrates qui exigeaient des mesures contraignantes pour combattre la COVID-19. Dire que le 17 avril, le président Trump émettait un tweet pour demander aux citoyens de « **LIBĒREZ VIRGINIA », « LIBĒREZ MICHIGAN »**, **« LIBĒREZ MINNESOTA »**. Et M. Trump d'ajouter « *Je crois qu'ils écoutent. . . . Je crois qu'ils m'écoutent* ».

En effet, ne pourrait-on pas dire que la première action des « *Wolverine Watchmen* » le 17 septembre, au Parlement, à Lansing, n'était que le début, se préparant pour le gros morceau, savoir le "kidnapping" de la gouverneure le 8 octobre? Que le président Trump ait pu critiquer Mme Whitmer, après l'arrestation des kidnappeurs, disant qu'elle « *a fait un travail exécrable* » dans la gestion du virus dans le Michigan, se passe de commentaire. Que le Procureur général (Attorney General) William Barr s'abstienne d'alerter la presse pour expliquer comment les agents du FBI, relevant du Département de la Justice qu'il dirige, ont réussi un coup formidable contre des terroristes est incompréhensible.

Hier après-midi, mardi, la nouvelle du "complot" contre la gouverneure du Michigan a connu un rebondissement

Bocchit Edmond, ex-ministre des Affaires étrangères, nommé ambassadeur à Washington.

quand la nouvelle se répandait partout, savoir que le complot de kidnapping visait aussi le gouverneur de Virginie, Ralph Northam qui, récemment, a gagné son pari contre le coronavirus qu'il avait attrapé. Voilà une deuxième victime potentielle qui aurait connu un mauvais sort, suite au message du président en date du 11 avril: **LIBĒREZ VIRGINIA!**

***Qu'arrivera-t-il le 17 octobre, jour férié traditionnel en mémoire de l'empereur Jean-Jacques Dessalines assassiné ce jour-là, en 1806 ?** Suivant la tradition, le président et son entourage se mobilisent pour aller au Pont Rouge, à l'entrée nord de la capitale, pour déposer une gerbe de fleurs sur la tombe de l'Empereur. Durant deux années consécutives, 2018 et 2019, le président n'a pu remplir son devoir envers le héros de notre indépendance, ayant été chassé, en 2018, sous une pluie de pierres, du Pont Rouge. En 2019, il ne s'est pas aventuré au Pont Rouge, ni n'a pu assister au Te deum traditionnel à Marchand-Dessalines, la capitale de l'Empire, dans l'Artibonite. C'est qu'il était prisonnier, au Palais national, suite au mouvement de contestation généralisée. Que fera-t-il, cette année?

Selon une communication sur WhatsApp, que nous reproduisons à toutes fins utiles, cette année, le président s'est fait des alliés qui lui permettront de faire le déplacement à Pont-Rouge. Mais ça va beaucoup coûter au pays. Textuellement, voici ce qui est écrit : «***Ce 17 octobre va coûter environ 8 milliards de gourdes. 2 à 3 milliards pour gangs, Sola et autres dépenses + 5 milliards d'exonération aux grands manitous du GNB*** » Et d'ajouter : « ***Suivez mon regard*** », avant de signer « ***Valéry Dutreuil*** ».

Entre-temps, le secteur démocratique annonce une mobilisation nationale, ce 17 octobre, en mémoire de toutes les victimes du régime criminel qui, ces derniers temps, a donné carte blanche à ses assassins stipendiés pour faire à leur guise. On a mis l'accent sur des assassinats retentissants, tels ceux de Me. Monferrier Dorval et de l'étudiant Gregory Saint-Hilaire. Alors, de quoi le 17 octobre sera-t-il fait ?

***Des réformes dans la diplomatie :** L'ambassadeur d'Haïti à Washington, Hervé Denis irait à Taïwan pour être remplacé par Bocchit Edmond, ex-ministre des Affaires étrangères qui dit connaître la manière dont fonctionnent les choses, à la capitale américaine, surtout s'agissant de lobbyistes. Détails la semaine prochaine.

Pierre Quiroule II
14 octobre 2020